No. 31. Donderdag 3 Augustus 1922. 22ste Jaargang.

Ligt ter raadpleging en lezing op de leestafels der Oost- en West-Indische Mailbooten en der voornaamste Sociëteiten, Hotels, Café's en Leesinrichtingen, zoowel hier te lande als in Oost- en West-Indië.

HET KOLONIAAL WEEKBLAD

ORGAAN DER VEREENIGING OOST EN WEST

Opgericht door Kolonel G. E. V. L. van Zuylen, 21 Maart 1900.

„Het Koloniaal belang is een algemeen Nederlandsch belang".

KANTOREN:

HOOFDBESTUUR .... } HEULSTRAAT 17, DEN HAAG.
INLICHTINGENDIENST ..... } TELEF. 4519. POSTGIRO 14574

MEDEDEELINGEN of INGEZONDEN STUKKEN moeten worden geadresseerd „aan de Redactie-Commissie", en gezonden aan de Presidente: HEERENGRACHT 7, DEN HAAG.

ADMINISTRATIE VAN HET „KOLONIAAL WEEKBLAD"
HEULSTRAAT 17, DEN HAAG. TEL. 4519. POSTGIRO 14574

Voor *Administratie* en *Verandering van Woonplaats* wende men zich in Nederland tot den Administr.: HEULSTRAAT 17, Tel. 4519. Postgiro 14574; in Nederl.-Indië tot den Hoofdvertegenwoordiger te SOLO, Mr. K. FAUSER. Voor *Advertentiën* tot de DRUKKERIJ TEN HAGEN, NOBELSTRAAT 20, Tel. Interc. 474 en 475. Postgiro No. 17260, beiden DEN HAAG.

BOEATAN.

Het uitstalraam in Heulstraat 19, Den Haag, dat ditmaal gewijd is aan het handwerk uit West-Indië, trekt bizonder de aandacht der voorbijgangers. Er valt dan ook velerlei arbeid te bewonderen, zoowel uit Suriname als uit Curaçao. Onder de theedrinkers, in de mooi versierde Toonzaal binnen, zijn ook wel eens West-Indiërs, doch lang niet genoeg.

H. M. de Koningin heeft dezer dagen twee mooie goudweefsels uit Fort de Kock aangekocht.

Een belangrijk Rapport.

I.

Een onzer medewerkers ontving van den heer Van Kol, op daartoe gedaan verzoek, inzage van een rapport, door dezen uit te brengen op de eerstvolgende conferentie van de Interparlementaire Unie, welke gehouden zal worden te Weenen op 28 Augustus a.s.

Na daartoe van den heer Van Kol toestemming verkregen te hebben, laten wij bedoeld rapport, welks inhoud voor de Koloniale Mogendheden in het algemeen, voor Nederland in het bizonder, van groot belang moet worden geacht, in zijn geheel en onvertaald volgen.

Projet de Résolution.

La XXe Conférence Interparlementaire salue avec satisfaction la création des *Mandats Coloniaux*, inaugurant un nouveau régime de politique coloniale en rapport avec les principes du *Pacte de la Société des Nations*.

Elle acceuille, de ses voeux les plus cordiaux, la création de la *Commission Permanente*, chargée du Contrôle effectif de l'exécution des mandats.

Sans vouloir se prononcer en détail sur les réformes désirables, la Conférence exprime son ferme espoir, que les mandats coloniaux sauront remplir leur „mission sacrée de civilisation", et, deviendront un facteur puissant pour favoriser la solidarité mondiale et maintenir la paix.

Tout en approuvant en général les principes des mandats coloniaux, la Conférence décide de renvoyer l'étude des améliorations possibles à la Commission Permanente de l'Union Interparlementaire, chargée de l'étude des questions d'ordre ethnique et colonial, pour préparer le rapport et le projet de résolution dont sera saisie la prochaine Conférence.

Les mandats Coloniaux et la Société des Nations.

Par Mr. H. van Kol.

Du jour, que l'article 22 du Pacte de la Société des Nations fut publié et ratifié par le traité de Versailles, le 10 Janvier 1920, le monde entier comprit qu'un *autre régime* colonial venait de naître, et qu'une idée nouvelle et pleine de conséquences était incorporée dans la législation internationale. Le gant était jetté à l'ancienne politique coloniale et la lutte entamée entre le système exploitation tant de fois condamné et la conception nouvelle du devoir des Gouvernements envers les races arriérées.

Au prix de terribles souffrances, la guerre avait fait naître un sentiment vigoureux de solidarité mondiale; l'organisation internationale gagna du terrain et elle seule peut procurer au monde la paix durable et favoriser le développement de tous les peuples du globe entier.

Un frein fut mis à l'Impérialisme des „races supérieures", qui rêvaient de domination universelle, en créant ce système de mandats internationaux, ayant comme but la protection et l'éducation des races encore arriérées, dont favoriser le bien-être était déclaré „une mission sacré de civilisation". Une tutelle temporaire et bienfaisante aurait lieu dont le mandataire accepte les obligations et les devoirs sans avoir le droit d'annexer les territoires, ni d'exploiter les populations, admises dans la famille internationale.

Un statut nouveau fut crée pour certaines parties du globe et des peuples les habitants par le *système de mandats*, fondé sur les deux bases suivants:

1. Le pouvoir mandataire ne peut s'approprier unique-

DEN LEDEN wordt beleefd doch dringend verzocht, bij adresverandering, hiervan ten spoedigste mededeeling te doen: in Nederland aan den Heer Administrateur der Vereeniging, Heulstraat 17, Den Haag; in Indië aan den Hoofdvertegenwoordiger, den Heer Mr. K. FAUSER te Solo (Java).

ment dans son propre intérêt les ressources du territoire à lui confié, ni sous la forme du travail des indigènes, ni sous forme de produits minéraux ou végétaux.

2. Le premier devoir du mandataire est de favoriser le bien-être moral et matériel du peuple et de son territoire, tandis que l'autonomie complète de la colonie, doit toujours être le but final de ses efforts [1]).

Le choix du mot „mandaté" n'a pas été heureux pour les millions de personnes, qui parlent l'anglais. Dérivé du latin „mandatum", il a dans cette langue plutôt le signification d'„ordre" ou de „commandement". En français c'est plutôt un acte par lequel une personne donne à une autre le droit d'agir en son nom, de remplir certaines fonctions ou des obligations déléguées. Mieux aurait valu le mot „trustée" ou „tuteur", qui témoigne de la confiance que l'on a placé dans quelqu'un pour veiller à la personne du mineur, pour administrer ses biens et sauvegarder ses intérêts.

Malheureusement cette grandisse idée nouvelle ne trouva pas tout de suite les hommes à la hauteur de la tâche; la mentalité malheureuse créée durant la guerre, fit encore sentir quelques temps ses effets et il y avait des symptômes que les Puissances mandataires voyaient dans l'allocation des Mandats, moins un devoir d'éducation et de protection qu'un moyen de satisfaire leur désirs de conquête et leurs calculs égoistes.

Cet oeuvre de paix et de pacification, l'enfantement des mandats fut donc pénible et laborieux.

I. Distribution des mandats.

Pour avoir la plus grande certitude possible que la répartition des mandats se fasse à l'avantage des habitants et pour le bien général l'humanité, pas même les Puissances Alliés aurait dû la faire, mais la *Société des Nations* elle-même, qui devrait aussi en contrôler l'exécution. Au lieu de cela ce fût le *Conseil Suprême de Guerre* qui déjà le 7 mai 1919, partagea le butin.

Laissant de coté les anciennes possessions Ottomanes, l'Empire britannique reçut sept mandats sur onze. Il a été chargé d'une partie de *Togo* et du *Cameroun*, de la plus grande partie de l'Est-Africain; de l'île de *Nauru* dans le Pacifique, dont il partage l'administration avec l'Australie et la Nouvelle Zélande. L'Afrique du Sud reçut le *Sud-Ouest-africain*. Dans le Pacifique l'Australie a reçu la partie allemande de la *Nouvelle-Guinée*, *Samoa*, revint à la Nouvelle-Zélande et les îles au nord de l'Equateur, y compris l'île de Yap, furent rémises au Japon. La France obtint la plus grande partie du *Cameroun* et de *Togo*; la Belgique une partie de *l'Est-africain* allemand, contigue au Congo Belge.

Ce partage se fit, en grande partie, d'après les conquêtes faites durant la guerre.

Il est vrai que les articles 118 et 119 du *Traité de Versailles* avaient fait renoncer l'Allemagne à toutes ses possessions d'outremer en faveur des Puissances Alliés et Associés, donc pas à la Société des Nations, qui n'existait pas encore et qui voulait éviter toute annexion en maintenant l'article 22 du Pacte. On aurait donc pû donner au partage un caractère provisoire et plus tard aussi, tenant, autant que possible, compte du désir des habitants ce qui est prescrit pour les mandats du type *A*, mais pas pour les mandats *B* et *C*.

Il fallait donc du temps pour se réconcilier avec le système nouveau, si différent des coutumes de la politique coloniale actuelle.

Même le général Smuts, dont prévient l'idée des mandats, montra des hésitations [2]).

La réaction du général Smuts soit probablement être attribué au Mémorandum du délégué belge Hymans à la réunion du Conseil le 5 août 1920 à Sainte Sébastian. Dans ce document on déclara pour la première fois que le Mandataire ne reçoit pas son pouvoir de la Société des Nations, qui ne peut qu'en prendre connaissance, mais des Puissances Alliés et aussi que le Mandataire possède le territoire en toute Souveraineté.

Le Rapport de M. Hymans donne trop de pouvoir au Conseil, qui selon lui — aurait le droit de régler le degré d'autorité des Puissances Mandataires et qui, selon sa proposition, demande à ces Puissances mêmes de fixer provisoirement eux-mêmes les termes des mandats, qu'ils devaient remplir.

En général, la limitation des pouvoirs entre le Conseil et l'Assemblée générale de la S. des N. est mal définié; des règles précises manquent pour la détermination de leurs attributions respectives:

aux termes de l'article 3 alinéa 3 du Pacte, l'Assemblée connait de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde.

Ces textes ne délimitent pas les attributions mutuelles de Conseil et de l'Assemblée; ils laissent la porte ouverte aux conflicts.

Dès la première session de l'Assemblée on discuta sur l'autorité qui devrait définitivement fixer les termes de chaque mandat, mais on se contenta d'accepter les propositions du Conseil. Sans cela on aurait pû tenir meilleur compte du remarquable projet de mandat préparé avec tant de soins par „*the Anti-slavery and Aborignes' protection Society*" et publié dans son organe d'Octobre 1919.

Le fait que ces colonies seront régit selon le principe de la responsabilité du tuteur pour le bien-être et le développement des indigènes et que ces territoires sont en dehors de la Souveraineté des Puissances Mandataires, qui ne peuvent avoir en vue que les intérêts mondiaux leur donnent une position unique pour appliquer des principes avancés de politique coloniale, pouvant servir d'exemple aux autres colonies et en éliminer les abus existants.

Le *Conseil* n'est en somme, soit directement, soit indirectement, que le représentant des 5 grandes Puissances Alliées qui doit prendre ses décisions à l'unanimité, ce qui neutralise l'influence des délégués des quatres pays, en somme de moindre importance, qu'il s'est adjoint.

C'étaient donc, presque uniquement, les Etats mandataires

1) John Harris. The Challenge of the Mandate (Contemporary Review).

2) Dr. Seitz. Die koloniale Frage und der Völkerbund. (Der Tag, 19. März '21).

Feuilleton.

Eene reis naar Indië vóór 80 jaar.

DOOR M. C. VAN ROUVEROY VAN NIEUWAAL.

(*Vervolg*).

Gelukkig laat zijn goede luim hem daarbij niet in den steek, want hij heeft opgewektheid genoeg overgehouden om eene humoristische beschrijving te geven van eene hevige ruzie tusschen eene der dames-passagiers en hare Engelsche gouvernante. De teekening, die hij van laatstgenoemde geeft, zoowel van haar uiterlijk als van hare manier van doen, laat haar niet kennen als eene aangename persoonlijkheid. Lang niet ontbloot van een gevoel van eigenwaarde, meende zij daaraan te pas en te onpas uiting te moeten geven. Tegenover iedereen die het maar wilde hooren, beroemde zij er zich op eene vriendin te wezen van koning Leopold I van België, en dat zij de zuster was van den Engelschen ambassadeur in Australië! Ongelukkig voor het arrogante, onaantrekkelijke, zelfs onoogelijke persoontje, liet hare mevrouw, eene patricische en resolute dame, zich niet in het minst imponeeren door de allervoornaamste relatiën van hare gouvernante; botsingen tusschen beide dames konden dus niet uitblijven en op zekeren dag kregen die twee het dan ook danig met elkaar aan den stok. Het einde van dit dissonantrijke lied was, dat de vriendin van Koning Leopold van België, tevens zuster van den Engelschen ambassadeur, verklaarde, de reis niet te willen meemaken. Zonder eenige aarzeling werd het „lepas" door mevrouw aangenomen. Maar dat had de tegenpartij niet verwacht; toen zij dan ook begreep, dat mevrouw zich niet door hare gouvernante liet intimideeren, tapte zij uit een ander vaatje, dat een flinken voorraad traantjes bevatte, verklaarde het zóó niet bedoeld te hebben, enz., maar mevrouw bleef daarbij steenkoud en hield voet bij stuk, misschien ook blij, met goed fatsoen van het lastige, onaangename persoontje af te zijn. Het gevolg was, dat „juf" met pak en zak van boord verdween, echter voor niet lang. Een paar dagen later kwam er langs zij van het schip een bootje, waarin een heer en eene dame gezeten waren. „De heer was niets minder dan de kantonregter, een corpulente vijftiger, met buitengewoon roode wangen en nog rooder neus, kleine, glinsterende oogjes en wit haar. De dame was natuurlijk onze vriendin, de gouvernante.

Vóór het nu tot de zaak zelve kwam, vertelde ons de heer kantonrechter, hoevele capaciteiten iemand van zijn vak wel moest bezitten, waaronder hij voornamelijk bracht: godsvrucht, matigheid en menschenkennis, in al hetwelk hij verzekerde door niemand overtroffen te zullen worden. Na deze kostelijke inleiding, bepleitte hij bij de meesteres der gouvernante, met een buitengewoon ongelukkig succes, de zaak zijner cliente, waarvan het gevolg was, dat hij haar beval(!) maar weer naar de stad te vertrekken, terwijl hij zelf, hoogst voldaan over zich zelven, profiteerde van de uitnoodiging van den kapitein, om aan boord te blijven dineeren.

Hierna stak hij, met eene onbeschrijfelijke deftigheid, een hem aangeboden Manillasigaar aan het verkeerde einde aan, dronk een paar bittertjes, welke hij zeide, goed op zijn schelvisch-diner te smaken en zette zich daarop aan tafel, om nogmaals de délices van een copieus diner te genieten? Van de geloosde gouvernante werd verder niets meer gehoord,

qui se sont partagées les colonies allemandes et ont rédigé eux-mêmes les règles auxquelles ils devaient obéir. Il est donc compréhensible, sans pour cela être juste, que sans certaines publications, on ait pû lire: „la pratique des mandats n'est qu'une annexion déguisée sous la forme de la plus haute moralité humaine".

Le privilège donné ainsi aux Puissances Alliées entre en conflit avec le texte et l'esprit de l'article 22 du Pacte, qui parle „la tutelle des Nations les plus aptes à assumer cette responsabilité". Des difficultés avec le Gouvernement des Etats Unis surgirent; à la Séance de l'Assemblée les délégués de la Norvège et de la Suède, protestèrent contre cette manière d'agir, qui les plaça devant un fait accompli.

Un Ministre des Colonies osa même prétendre, dans le Parlement français en 17 septembre 1919, que le Conseil des Cinq avait, pour ce qui regarde la France, intentionnellement pas parlé de „mandaté", de sorte que pour le Togo et Cameroun il n'en est pas question. Le Covenant est d'ailleurs très vague; le Pacte est muet sur le point; mais l'article 119 du Traité donne formellement le droit aux Puissances Alliées et Associées de distribuer les mandats, soumis seulement à l'approbation du Conseil.

Les termes des mandats peuvent être rédigés par les mandataires eux-mêmes, pourvu qu'ils soient faits selon les principes mentionnés dans les alinéas 5 et 6 de l'article 22. Les relations entre le Conseil et les Gouvernements mandataires sont elles aussi, mal définiés.

Mais tout cela ne donne pas encore le droit de parler d'une „annexion pure et simple" des Puissances victorieuses des territoires conquises et que sous la devise de mandats les Gouvernements interessés poursuivent la même politique coloniale que jadis; que le Pacte n'était donc pour les vainqueurs qu'une manière hypocrite de s'emparer de ces pays.

Mieux aurait valu d'éviter même la moindre raison de soupçon et de ce point de vue la rédaction du statut des mandats du type *C.*, donc regardant certaines îles du Pacifique et le Sud-Ouest-africain n'était pas heureuse, d'autant moins que, „le degré de développement du peuple" etc. n'était pas si différent des autres colonies du type *B.* A certains moments, peu de temps après l'armistice, les intentions de plusieurs Grandes Puissances, semblaient purement annexionistes, mais heureusement les hautes idées de Wilson triomphèrent de leur opposition. Et les défauts adhérents au système actuel des mandats peuvent être corrigés et ont en grande parti été eludés par le bon vouloir indéniable des mandataires et la critique justifiée dans quelques parlements.

Dans le *House of Lords* plusieurs membres formulaient d'une manière sévère leurs griefs contre le secret qui entourait les mandats existants. Lord Robert Cecil n'épargna pas la critique à son propre Gouvernement chaque fois qu'il craignait que les tendances égoistes prendraient le dessus, au lieu de songer uniquement aux intérêts des indigènes et depuis ses idées gagnèrent du terrain. Le projet de mandat pour la Mésopotamie, soumis par le ministre Balfour au Conseil de la S. d. N., ouvrit une ère nouvelle pour les rélations entre les Etats Impérialistes de l'Europe et les peuples de l'Asie et de l'Afrique. On n'y trouve pas un mot sur les *droits* de la Grande Bretagne, mais on y proclame dans un language clair et précis les *dévoirs* qu'un tel mandat entraîne en aidant ces peuples pour attendre progressivement leurs indépendance.

Puis, en cas de désaccord, la Cour Permanente de Justice internationale prendra en main la décision définitive et sans appel.

En Angleterre des voix se firent déjà entendre qui demandaient à part l'honneur d'être choisi comme mandataire, quels avantages cette lourde tâche pouvait donner au pays: „rien que peines et soucis" pour ne parler des dépenses inévitables. Tous les mandats présentés au Conseil témoignent en tout cas du désir réel de gouverner ces territoires selon l'esprit du Pacte de la Société des Nations.

Bien que *l'article* 22 du Pacte formule plutôt des voeux que des devoirs, on y trouve les bases et les principes auxquelles les mandats doivent satisfaire, et l'infuence toujours grandissante de l'opinion publique du monde entier saura leur donner force de loi, obligera les Gouvernements mandataires à rester fidèle au grand idéal humanitaire auquel cet article veut satisfaire.

Car la haine de la guerre s'est incrustée fortement dans le coeur de millions d'être humains et les convoitises coloniales sont une source permanente de conflits violents. Des millions de soldats sont tombés, sacrifiant leur vie à l'idée de la paix permanente et de la domination mondiale du droit. Et seule l'entente de tous les peuples peut donner enfin au monde la paix et la securité dont elle a tant besoin.

Pendant la guerre la question coloniale s'est posée nette et précise et les Gouvernements de l'Entente accusaient avec force les abus et les crimes de la colonisation allemande. C'est donc une obligation sacrée pour eux de faire mieux, en prenant des mesures sociales, économiques et administratives pour aider les races arriérées à atteindre un plus haut degré d'évolution. Et en faisant de l'idée de la solidarité humaine la règle de la politique internationale et en laissant aussi les peuples eux-mêmes disposer de leur sort.

L'article 22 du Pacte leur montre le chemin; quelles mesures ont été prises pour y progresser?

(A suivre.)

Ingezonden Stukken.

Rijswijk, 28 Juli 1922.

Zeer geachte Redactie,

Met genoegen zag ik mijn stukje over Krakatau geplaatst. Tot mijn spijt heb ik zelf een foutje gemaakt, dat door de meeste lezers niet opgemerkt zal worden, maar aanleiding kan geven om mij aan te vallen wegens onjuistheid. Ik schreef, dat het brok van Krakatau aan de *Oostzijde* is afgebroken. Dit moet zijn *aan de Noord-Westzijde*, en in verband daarmede is het niet het *Westelijk deel* waar vermoe-

---

vrij algemeen werd gevreesd, dat het arme schepsel niet wel bij het hoofd was.

Hoe onaangenaam het incident ook geweest was, het had ten minste eenige afwisseling gegeven in het eindeloos wachten op gunstigen wind; men voelde langzamerhand het spook der verveling nader sluipen. Maar gelukkig bleef de harmonie onder de passagiers nog ongestoord: anders stond het echter bij het détachement militairen. Wij weten, dat bij het dragen van den militairen rok eene flinke dosis mopperzucht behoort; blijft het bij mopperen, dan is dat niet zoo erg, want mopperen is gezond, zegt men. Maar de zaak gaat er leelijker uitzien, wanneer de geest van ontevredenheid zich in daden gaat uiten, en zoo'n geval deed zich nu voor.

Een der militairen zoude op zekeren dag, wegens herhaalde vergrijpen tegen de discipline, worden afgestraft met „vijftig slagen met handdaggen" (stukken stevig, dik touw). De troep staat op het dek aangetreden: de delinquent wordt naar de strafplaats geleid, maar weert zich, met een mes in de hand, als een razende tegen zijne begeleiders. In den troep wordt gebromd, steeds luider, vloeken en verwenschingen aan het adres der officieren stijgen op. Een paar der belhamels worden aangegrepen en in verzekerde bewaring gebracht. De straf komt echter niet tot uitvoering, daar de veroordeelde blijkt „aanleg tot bloedspuwen" te hebben (de geneeskundige keuring schijnt niet al te serieus te zijn geweest, maar, que voulez-vous! men had de „mennekes" broodnoodig). In plaats van geslagen wordt hij geboeid en bij de reeds gearresteerden naar het kabelgat geleid, waar het heetbloedige drietal zijn drift kan laten bekoelen. Een der booswichten weet zijne boeien stuk te krijgen en wordt daarvoor op den „Spaanschen bok" geplaatst, welke pijnlijke straf kort daarna weer werd opgeheven.

Onder al die gebeurtenissen had de tijd niet stilgestaan, al was het tempo, naar den zin van onze reizigers, tergend langzaam; men ergerde zich en het ongeduld werd steeds grooter. Maar eindelijk, op 27 November, dus na *ruim vier weken* verveling, en werkloos voor anker liggen, kwam de zoo lang verwachte gunstige wind; alles werd voor de afreis in gereedheid gebracht en bij het vallen van den avond dreef het schip eindelijk in volle zee!

Dit geeft onzen dagbladschrijver eene wel wat heel lange dichterlijke ontboezeming over het afscheid, zijn verleden, zijne toekomst, zijne vrienden en familiebetrekkingen, in de pen.

Maar lang zoude hij niet in die poëtische stemming worden gelaten: was de reis binnen de landspalen al zeer weinig fortuinlijk geweest, de reis over het wijde oceaan-vlak zette al evenmin aangenaam in. Wel was de zee gedurende de eerste uren na het wegzeilen van Brouwershaven nog al genadig en genoten onze reizigers van het voor de meesten zoo geheel nieuwe spel der golven, maar vrij spoedig kwam er meer beweging in het vaartuig. De gevolgen daarvan lieten niet lang op zich wachten; weldra vertoonden zich de eerste symptomen van zeeziekte en niet lang daarna zwol de wind aan tot een storm, zoo hevig, dat allen en alles aan boord meedoogenloos heen en weer geworpen werd. Vier en twintig uren na de afvaart kwam men vóór den Theemsmond; daarna dreef de storm het hevig stampende en slingerende vaartuig verder de Noordzee in, om het eenige uren later weer naar den Theemsmond terug te voeren. Op dat oogenblik was men sedert het uitzeilen van de Brouwershavensche rede, reeds *vijf etmalen* onderweg! Veel gevorderd was men dus niet.

(Wordt vervolgd).

delijk dieren en planten zijn blijven leven, maar het *Zuidelijke*.

Hoogachtend,

Uw d...,

N. MAC LEOD.

Persoverzicht uit de Indische Bladen en Tijdschriften.

UIT DE EUROPEESCHE PERS.

De Volksraad over den toestand.

De Volksraad is, zij het voorloopig nog in de beslotenheid der afdeelingen, aan het woord geweest over den *algemeenen* toestand, waarin Indië verkeert, aldus de *Deli Crt.* van 6 Juni. Het daarvan opgemaakte voorloopige verslag stelt duidelijk in het licht, dat er tal van Volksraadsleden zijn, die zich niet zonder meer bij den tegenwoordigen gang van zaken kunnen neerleggen. Veel van de critiek uit de pers weerklonk ook in de afdeelingen bij de algemeene beschouwingen over de ontwerp-begrooting voor 1923.

Wel werd begonnen met waardeering uit te spreken jegens *den tegenwoordigen Landvoogd*, die gedwongen door de omstandigheden, met kracht en doortastendheid zich aan de onaangename en ondankbare taak wijdt om in den Staatsdienst de geboden bezuiniging te verkrijgen, doch een deel der leden beperkte die waardeering tot de houding van den Landvoogd op politiek gebied, terwijl zij voor het financieel beleid geen bewondering konden koesteren; andere leden konden in geen enkel opzicht waardeering vinden voor het beleid van den tegenwoordigen Landvoogd.

Kon het eenige jaren geleden aanwezige algemeene optimisme nog worden verklaard, het *optimisme*, dat nog tot uiting kwam in de openingsrede van den tegenwoordigen Landvoogd noemden verschillende leden geheel onbegrijpelijk. Men kon niet begrijpen, dat nu nog troost is gezocht in uitweidingen over de „onbegrensde mogelijkheden", de „rijkdommen" en „hulpbronnen" van Indië. Betwijfeld werd of er inderdaad nog perspectieven voor land- en mijnbouw en industrie werden geopend. Het kan volgens hen geen nut hebben door schoonklinkende woorden den feitelijken toestand te willen maskeeren en gevraagd werd wat de Regeering bedoelde met haar spreken over het „krachtig ter hand nemen" en van „groot profijt" in verband met de ontginning van den Indischen bodem. Ook werd gevraagd, welke maatregelen genomen worden om de Gouv.-Bedrijven beter aan te passen aan de veranderde omstandigheden.

Vele leden, die den toestand der financiën pessimistisch inzagen, waren van oordeel, dat *de financieele politiek* der Regeering zich kenmerkt door halfheid, waar zij zich eenerzijds beroemt op bezuinigingen en anderzijds het tekort op de begrooting blijkbaar als iets natuurlijks beschouwt. Ten sterkste betwistten deze leden het, dat de nadeelige saldi van deze abnormale jaren zonder bezwaar voor een groot deel op een volgend geslacht mogen worden afgewenteld door thans daarvoor leeningen aan te gaan.

Een ernstige waarschuwing tegen de opvatting, dat de huidige malaise snel plaats zal maken voor betere toestanden, achtte men niet ondienstig. Bij de bepaling van de financieele politiek ware aan te nemen, dat de malaise op allerlei gebied van langdurigen aard zal zijn. Houdt men hiermede rekening, dan zijn volgens hen tekorten van *f* 97 en *f* 88 millioen op gewonen en buitengewonen dienst zeer zeker niet geoorloofd. Ook ten aanzien der buitengewone uitgaven werd daarom voorzichtigheid aanbevolen. Vooral in verband met de groote stijging van den post voor rente en aflossing, werd directe rentabiliteit voor deze uitgaven geëischt. Gevraagd werd naar een overzicht van de rente en aflossing, die naar de raming der Regeering in de eerstkomende jaren zullen moeten worden opgebracht in verband met de tot ult. 1923 te vormen nieuwe schuld. Nog werd gevreesd, dat het geraamde tekort van *f* 97 millioen nog belangrijk hooger zal worden.

De vele leden, die den financieelen toestand donker inzagen, bepleitten dringend een sluitende begrooting en het beëindigen der leeningspolitiek. Waar de [illegible]oducten-belastingen in strijd met de oorspronkelijke bedoelingen voorloopig zullen worden gehandhaafd, de opcenten op de inkomstenbelasting waarschijnlijk blijvend zullen zijn, niettegenstaande de protesten van het buitenlandsch kapitaal, waardoor de ontwikkeling van het land zal worden tegengegaan, daar meenden deze leden redenen te over te hebben tegen de thans ingediende begrooting.

Op drastischer bezuinigingen werd dan ook aangedrongen, hetgeen mogelijk werd geacht zonder dat vitale belangen in het gedrang komen. Onjuist werd het geacht, dat de drang naar bezuiniging nog steeds van boven af moet komen. Van anderen kant daarentegen werd betoogd, dat de bezuiniging de volkskracht aantast, voornamelijk ten aanzien van de hygiëne.

Een der leden berekende, dat zelfs op *de zuivere staatshuishouding* een tekort van *f* 50 millioen bestaat, waarvoor hij leeningen absoluut uit den booze acht en, dat de bedrijven, waarvoor aan rente en aflossing *f* 87 millioen betaald moet worden, slechts *f* 40 millioen aan zuivere opbrengsten geven. Hij vroeg daarom overlegging van balansen, waarop met alle kosten ten laste der bedrijven, zooals uitzending van ambtenaren, pensionneering enz. rekening is gehouden, terwijl hij een reorganisatie der bedrijven bepleitte op modernen „kaufmännischen" grondslag. Meerdere leden steunden deze denkbeelden en bepleitten daarvoor den vorm van naamlooze vennootschappen, waarvan de Staat eenig aandeelhouder is.

Nog werd door andere leden gewezen op de omslachtige *organisatie der Landsdiensten*, waarbij b.v. de Arbeids-Inspectie, het Kantoor van Arbeid en dat voor Sociale Aangelegenheden bemoeienis hebben met soortgelijke onderwerpen.

In het algemeen werd betoogd, dat gestreefd dient te worden naar verkrijging van het maximaal-arbeidsresultaat met een minimum aantal werkkrachten. In verband waarmee overlegging van staten met het aantal ambtenaren werd gevraagd.

De ruwe wijze van *bezuiniging door vermindering der inkomsten der ambtenaren* kon slechts de goedkeuring van weinig leden wegdragen. Voor bezuiniging werden dan ook andere maatregelen aanbevolen, zooals stopzetting der uitzending van personeel uit Holland, ontslagverleening aan ongeschikte ambtenaren, met wijziging van het pensioenreglement in dien zin, dat ook na minder dan 20 dienstjaren pensioen kan worden toegekend en het afkoopen van de diensten van tijdelijk op contract uitgekomen ambtenaren.

Vrij algemeen was men van oordeel, dat *de intrekking van den duurtetoeslag* een te rigoureus middel van bezuiniging is, terwijl er op gewezen werd, dat de Regeering nog drie maanden geleden de bij de nivelleering uitgetrokken salarissen zelf onafwijsbaar noodig oordeelde. Waar er nog geen noemenswaardige verlaging van den levensstandaard kan worden aangetoond, verzetten verscheidene leden zich tegen de intrekking. Enkelen trokken zelfs de goede trouw der Regeering in twijfel, wanneer de toegezegde duurtetoeslag wordt ingetrokken. Voorspeld werd, dat bij intrekking verscheidene gezinnen in kommer en armoede zullen geraken. Enkele leden zagen in intrekking het doen betalen van het tekort door de ambtenaren, in plaats van door alle ingezetenen door algemeene verhooging der belastingen. Betoogd werd, dat thans onder de ambtenaren een vrij goede geest heerscht, die dan echter in gevaar komt. Dienstchefs hebben reeds verklaard, niet voor de gevolgen te kunnen instaan. Andere leden konden daarmee niet instemmen. Zeer vele leden drongen aan op onverwijlde intrekking van den duurtetoeslag voor de reeds verhoogde ambtenaren. Bepleit werd

nog doorvoering der nivelleering met 1 Juli, tegen een lager peil en met beperkingen, doch anderen hadden hiertegen bezwaren. Een der leden bepleitte afschaffing van den duurtetoeslag voor salarissen boven de *f* 400.—, hetgeen anderen onbillijk oordeelden. Ten slotte verklaarden verschillende leden zich te kunnen neerleggen bij invoering van de nivelleerings-voorstellen met geleidelijke verlaging van de op die voorstellen gebaseerde salarissen tot nader te bepalen omvang, met toekenning van standplaatstoelagen

Het Al-Indië-congres.

De *Loc.* van 6 en 7 Juni geeft hiervan een uitvoerig verslag en voegt er o.m. aan toe:

Verschillende min of meer nationalistische vereenigingen hebben zich geschaard om de N. I. P., geïncarneerd in het hereenigd „driemanschap", en met de Pinksterdagen te Bandoeng een „*Al-Indië-congres*" opgevoerd. Het voorbeeld lag in Britsch-Indië, de naam hoort eveneens daar thuis en zegt onze ooren niets, evenmin als het congres ons iets zeide, of te zeggen had, wat we nog niet wisten. Met veel bekkenslag en zware woorden aangekondigd, is het resultaat zonder beteekenis geweest. Zonder belangrijke belangstelling, zonder veel oprechte geestdrift verliep het geheel.

Besloten werd tot een voortgezette *autonomie-actie*. Waarvoor geen congres met exotischen naam noodig was. En tot een algeheele bestrijding van het *analfabetisme*. Hetgeen meer klank dan werkelijkheid beteekent. De geheele onderwijs-politiek der Regeering is immers op niets anders gericht, terwijl zelfs op dit congres de mededeeling, dat het zgn. A. B. C.-comité, dat de volwassenen van het analfabetisme wil afhelpen, zich politiek op een neutraal standpunt stelt, eenvoudig niet geloofd werd.

Semaoen terug van Moskou.

Aan een verslag in de *Loc.* van 6 Juni ontleenen wij o.m.:

Op de S. I.-vergadering van 4 Juni te Semarang werd Samaoen door een duizendtal belangstellenden begroet. Nadat *Mohamad Jassin* de vergadering had geopend, zongen de kinderen van de S. I. school de Maleische Internationale, waarop *Abdoel Rachman* het woord kreeg. Hij betoogde, dat men de beweging niet zou mogen stop zetten noch verslappen, om te voorkomen, dat zij neer zal storten. Dit mag vooral niet, nu Semaoen terug is, die bezield is door liefde voor zijn volk en voor zijn partij. Bij het actie voeren moet men steeds voor oogen houden de externeering van Sneevliet, Baars, Bergsma, Tan Malaka e.a. Wij moeten weer met nieuwen moed verder marcheeren, met het doel om de reactie den kop te vermorzelen. De messen moeten geslepen worden, om den reactionairen den keel af te snijden. Hierna hield *Soeradi* een toespraak van gelijke strekking, waarna de bezadigde *Semaoen* zijn rede in het Javaansch hield.

Hij begon met te zeggen, dat hij inderdaad, gelijk bij geruchte bekend was geworden, naar Rusland was geweest om met eigen oogen de toestanden daar te leeren kennen. Veel wat daarover in de kranten heeft gestaan, is niet juist, maar daartegenover staat, dat lang niet alle Russen communisten zijn.

Na een en ander te hebben medegedeeld over hetgeen hij er had opgemerkt, — o.m. dat, terwijl in den beginne de sovjet alle particuliere ondernemingen in staatsbedrijven had omgevormd, hetgeen later evenwel een onhoudbaren toestand had geschapen, thans weder particuliere exploitatie was toegelaten — wees Semaoen er uitdrukkelijk op, dat volk en toestanden in Rusland zoo geheel verschillend waren dan in Indië, dat hij het onmogelijk achtte, de instructie van de Derde Internationale op te volgen.

Wij staan nog lang niet op hetzelfde peil als de Russen, vandaar dat wij, aldus spreker, *de hulp van Nederland nog noodig hebben*. Geleidelijk aan moeten wij de idealen, waardoor wij bezield worden, trachten te verwezenlijken, om zoodoende de vrijheid te verkrijgen.

Ik heb, vervolgde spreker, Moskou gepolst, in hoeverre het mogelijk was Rusland's steun voor de actie in Indië te verkrijgen. Men heeft mij echter geantwoord, dat men over de Indische toestanden niet kon oordeelen en, ook met het oog op de geïsoleerde geographische ligging van het Indische eilandenrijk, geen hulp kon verleenen. Daarom kunnen wij, aldus Semaoen, de bevelen van de Derde Internationale niet opvolgen en zijn wij verplicht onzen eigen weg te zoeken, waarbij hij er op wees, dat de vooruitgang van Java geheel van het volk zelf afhing. Welken weg wij moeten inslaan, welke actie wij zullen moeten voeren, is mij nog niet duidelijk, vervolgde spr., die besloot met de toezegging, dat hij op een volgende vergadering meer uitvoerige mededeelingen zou doen.

Daarna spraken nog *Soemantri, Mohamad Joesoef, Soekindar* en *Djojopranot*, waarop *Semaoen* verklaarde, dat hij niet bekeerd was en nog steeds dezelfde was van voorheen. Ik ben critisch aangelegd en heb nimmer blindelings nagevolgd wat anderen deden. Ik ben naar Moskou geweest, om mij er van te overtuigen of de vandaar op ons overgebrachte suggestie goed voor ons is en, nu ik daar geweest ben, ben ik blij, dat wij langs den goeden weg geageerd hebben. Rusland heeft zijn eigen toestanden en moet daarnaar handelen; wij hebben in Indië ook onze toestanden en moeten daarnaar ageeren. Dit wil echter allerminst zeggen, dat wij onze actie zullen verzwakken en verslappen. Als de actie in een land als Indië verslapt, dan ligt dit niet aan de propaganda van een of meer partijgenooten, maar moet dit aan de omstandigheden worden geweten. Veel hangt daarbij ook af van de tegenstanders; wij zullen eerlijk strijden, maar, aldus besloot spreker, maakt ons niet radeloos, want dan is het uw eigen schuld. *Semaoen* werd weer met de partijleiding belast.

Uit Bandoeng.

Uit een brief aan de *Loc.* — van 30 Mei — over *Alpine-genoegens* nemen wij het volgende over: Mopperden we in Bandoeng eenige weken geleden over de nattigheid, zagen we reikhalzend uit naar de droogte, nu zijn we zoo ver — en...... verwenschen we het fijne, vulkanische stof, dat door de auto's in dichte wolken wordt opgejaagd en in keel en oogen dringt, daar niet gevaarlijke, maar lastige ontstekingen veroorzakend. Ieder hoest en kucht, loopt met stofbril en vraagt waar dit jaar de sproeiwagens toch blijven. Maar al is de stofplaag onaangenaam, het is ook wel heerlijk, dat we 's morgens rillend opstaan; de thermometer wijst dan 53 à 54° F., het badwater is ijskoud, en op weg naar onze badkamer zien we de bergen in het rond zóó scherp, dat de boompjes te tellen zijn en lagerop de wegen met het bloote oog zijn te volgen. Overdag wordt het warm, het zonnetje blakert onbarmhartig op de boomlooze straten, zoodat de lazzaroni in de beschaduwde parken een goed heenkomen zoeken en daar op de banken blijven hangen tot het weer wat frisscher wordt. En 's avonds loopen we in donkere pakken en jassen rond, of zitten we in de gesloten galerijen, parallellen trekkend met Holland, waar het nu 100° en meer is. Bandoeng is zoo kwaad niet, zelfs niet in vergelijking met het oude land, waarheen het hart toch altijd blijft trekken.

UIT DE INLANDSCHE PERS.

De Sentana-beweging.

Van Inlandsche zijde wordt, blijkens het medegedeelde in de „Perniagaän" van 4 Maart 1922, beteekenis gehecht aan de arrestatie van zekeren Mas Hadi, naar wien reeds langen tijd werd gezocht.

Te Banjoemas destijds aangehouden wegens het verkoopen van amuletten, wist hij echter uit de gevangenis te ontsnappen en door vermommingen zich daarna meer dan 1 jaar schuil te houden.

In de laatste helft van de maand Maart van dit

BESCHIKBAAR.

jaar werd hij evenwel opnieuw in een verdacht huis te Kroja door den Wedono van Adiredja, afdeeling Tjilatjap, gevat, die daarbij werd gesteund door de veldpolitie.

Na zijne ontvluchting verzamelde Mas Hadi volk om zich heen en richtte, naar den naam van een zijner voornaamste volgelingen de Sentana-vereeniging op.

Het terrein zijner eerste werkzaamheden was Bagelen, dat later werd uitgebreid tot Japara en omstreken.

Het doel der vereeniging was de huwelijksvoorschriften af te schaffen, zoodat verwisseling van vrouwen tusschen de mannelijke leden der vereeniging mogelijk was, terwijl men in opdracht had zich niet te veel moeite te geven voor het zoeken naar een levensbestaan.

Mas Hadi beweerde, dat waar „leven" is, ook voedsel te verkrijgen is.

Het gevolg was, dat de leden van de vereeniging geen werk verrichtten, hun lot zoogenaamd in hoogere handen stelden, met de vrouwen veel opinm schoven en het leven inrichtten op de vervulling van eigen levensgenot.

Tijdens het afgenomen verhoor door den wedono, verklaarde Mas Hadi, dat zijne leerlingen binnen den tijd van 21 dagen zijn persoon als een in licht stralenden God zouden zien;

dat zijne duizenden volgelingen, waaronder vele rijke Hadji's, hem den titel van Goesti Hadi hadden gegeven en reeds meer dan ƒ 25000.— hadden geschonken, waarvan hij had kunnen leven en welk bedrag hem in staat stelde het aantal volgelingen te versterken.

Het waren deze volgelingen, die propaganda maakten voor zijne leer.

Nu Mas Hadi weder is gevat, hoopt men, dat het bestuur ook deze propagandisten in arrest zal kunnen stellen en aan de bevolking duidelijk zal willen maken, dat het aansluiten bij de Sentana beweging niet alleen doelloos is, doch ook tot haar nadeel strekt.

Sultan Mohamad Tsafioedin II bin Almarhoem (wijlen) Sultan Aboebakar Tadjoeddin III, Vorst van Sambas (Westeraldeeling van Borneo).

In de 4de afdevering van 10 April 1922, van het veertiendaagsch vakblad „Taman Pryai", dat te Padang (Westkust van Sumatra) onder redactie van den heer S. E. Kasoemaratoe, wordt uitgegeven, kan men eene zeer waardeerende beoordeeling vinden van den tegenwoordigen Sultan van Sambas, die onlangs zijn 83ste jaar is ingetreden en gedurende 56 jaren met volle aanhankelijke toewijding zijn land heeft bestuurd.

Met zijne degelijke kennis van zaken en zijn groote tact om het hart van zijne bevolking te winnen, wist hij op elk gebied zijn land vooruit te brengen, een oordeel, dat door iedereen wordt bevestigd, die in de gelegenheid is eene vergelijking te maken tusschen de algemeene bestuurstoestanden in Sambas met die van de andere landschappen, waar het bestuur in handen van de Vorsten is gelaten.

Tijdens den opstand in het jaar 1913, die door de Chineesche bevolking, in overleg met de Dajaksche bevolking, was georganiseerd, waarbij de controleurswoning, het gouvernements zoutpakhuis en de opiumverkoopplaats te Mampawa werden verbrand, kon het de vijandelijke groep niet gelukken eene beweging tegen het Europeesch gezag in Sambas op groote schaal uit te lokken.

Wel ontstonden er eenige verwikkelingen in het land, doch deze waren niet van groote beteekenis en bleef de rust er over het algemeen gehandhaafd.

Wegens al zijn ontplooide verdiensten, werd den vorst van regeeringswege het Ridderkruis van den Nederlandschen Leeuw en het Officierskruis van de Oranje-Nassauorde toegekend.

De tegenwoordige Sultan genoot zijne opleiding op de gouvernementsschool op Java, hetgeen de reden is geweest, dat hij in zijn land vele Javaansche bestuursinstellingen heeft ingevoerd en aan zijn ondergeschikte hoofden de titels gaf van Wedono, assistent-Wedono, doch welke titels thans vervangen zijn door die van Demang en assistent-Demang, zooals ook elders ter Westkust van Borneo heeft plaats gehad.

Het zelfbestuur van Sambas bestaat thans uit de navolgende personen, n.l.:

1. Sultan Mohamad Tsafioedin.
2. Pangeran Bandahara Seri Maharadja Mohamad Thaib bin Sultan, Mohamad Tsafioedin.
3. Pangeran Laksamana Mohamad: dan bin Almarkoem Pangéran Bandahara deri Maharadja Ratoe Mangkoeningrat.
4. Pangeran Pakoe Negara Mohamad, Azija Ningrat bin Sultan Mohamad Tsafioedin,

en de Demangs en assistent-Demangs, die de bestuursbevelen ontvangen van de besturende Europeesche ambtenaren in Sambas.

UIT DE CHINEESCHE PERS.

Abessijnië.

Dit land van Oost-Afrika, is nog een van de weinig overgebleven streken van Afrika, dat zijne onafhankelijkheid heeft weten te bewaren.

Het is, zoo schrijft men in de „Perniagaän" van 7 Maart 1922, in het midden van de maand Januari van dit jaar, bezocht door 2 Engelschen, die van hunne reis in de nieuwsbladen openbaarheid hebben gegeven en waaraan het navolgende is ontleend.

Zij verklaren daarin, dat de instelling der slavernij ter standplaats Adis Ababa, nog zulk een omvang heeft, dat er meer slaven dan vrijen zijn.

Zelfs het personeel der Engelsche legatie heeft grootendeels slaven in zijn dienst.

Voor de handhaving dier slavernij is de voornaamste factor de invoer van vuurwapenen en buskruit.

Wel is waar hebben de Engelsche, Fransche en Italiaansche Regeeringen in het jaar 1919 eene overeenkomst gesloten om in Abessynië geen vuurwapens met munitie in te voeren, doch Amerika stoorde zich daaraan niet, met het gevolg, dat er in de haven van Djiboeti belangrijke hoeveelheden van het oorlogsmateriaal zijn opgelegd, dat van Amerika afkomstig is.

Men wacht slechts op de vergunning der Fransche autoriteiten om die wapens enz. naar het binnenland te vervoeren.

Tijdens het bestuur van Keizer Menelik zijn belangrijke goede veranderingen in het landsbestuur aangebracht en werden de gegeven bevelen ook behoorlijk opgevolgd, doch sedert zijn overlijden is in den toestand des lands zulk eene ongunstige verandering ingetreden, dat hij weer even slecht is als jaren geleden.

De groote wegen worden verwaarloosd, de gegeven bevelen worden niet geëerbiedigd, vuilheid heerscht alom en de ambtenaren zijn omkoopbaar.

Regent van het land is Ras Teari. Tien mijlen buiten de hoofdstad handelen de ambtenaren naar willekeur en is het aantal roofpartijen niet gering.

De handel vermindert, de landbouw kwijnt en de dorpsbewoners trachten elders een goed heenkomen te zoeken, uit vrees, dat zij anders als slaven zullen worden verhandeld.

Waar men niet zeker is, dat de handelaar geen gestolen voorwerpen verkoopt, is het voor den Europeeschen koopman, die den moed heeft het land binnen te treden, moeilijk zaken te doen.

De Europeesche reiziger is verplicht een reispas aan te vragen bij den Regent, waarmede geen gering geldelijk bedrag gemoeid is.

Die reispas wordt dikwijls uitgegeven voor eene streek, waar zij niet wordt aangenomen, met het gevolg, dat tegen hoog bedrag eene nieuwe vergunning tot reizen moet worden aangevraagd.

Op onpartijdige beslissingen van den rechter moet men niet rekenen. Deze is veel te bevreesd beschikkingen te nemen, die den Regent en zijne ambtenaren niet bevredigen.

En als er een enkele maal een persoon is, die daar tegen in durft gaan, dan kan hij, eenmaal in

handen gevallen van die hoogste autoriteiten, op de zwaarste straffen rekenen.

Engeland is van den slavenhandel in Abessinië geheel op de hoogte, doch de Engelsche legatie doet niet de minste pogingen om dien te beletten.

De slavenhandelaren laten een dorp omsingelen, steken de huizen in brand, dooden hen, die als slaaf geen waarde hebben en sluiten de overigen in den ketting, om ze daarna naar een der bekende groote slavenmarkten van Afrika te vervoeren.

Dergelijke rooftochten hebben plaats in die streken, waar de Engelsche bestuursarm niet reikt.

Het is voor den Europeaan zeer moeilijk een slaaf zijne vrijheid te geven. Is dit toch geschied, dan wordt de vrij gegevene terstond weer opgepakt en naar elders vervoerd.

Een land van dergelijke gebrekkige politieke en sociale toestanden te zuiveren, is zeer zeker geen gemakkelijke taak, te meer waar de meer op den voorgrond tredende Abessijnische slavenhandelaren met hun aanhang over millioenen geweren beschikken.

De te Djiboeti aanwezige voorraad geweren met munitie, afkomstig uit Amerika, is er het bewijs van.

De invoer daarvan naar het binnenland was afhankelijk van de toestemming der Fransche autoriteiten.

Deze toestemming is geweigerd niet zoozeer omdat de met Engeland en Italië gesloten overeenkomst zulks niet toeliet, doch meer omdat de Fransche autoriteit van meening was, dat Frankrijk de verdiensten op wapenverbruik ook wel gebruiken kon.

De Engelsche reizigers hebben met opzet aan deze vicieuse toestanden in Abessynië openbaarheid gegeven, opdat Engeland en Amerika daarvan zouden kennis nemen en zouden weten, dat in het jaar 1922 in Oost-Afrika tienduizenden inboorlingen in de ketenen werden geklonken en voor hun leven in den toestand van slavernij werden gebracht.

Wanneer Amerika druk blijft uitoefenen op Frankrijk, dan twijfelt men er toch aan of dit land op den duur weerstand zal weten te bieden aan den invoer van Amerikaansch oorlogsmateriaal in Abessynië.

Amerika is nu eenmaal zóó en niet anders.

LITERATUUR-OVERZICHT.

De flora en fauna van Krakatau.

De hr. N. MacLeod schreef in het vorig Nr. van het Kol. Weekblad een ingezonden stuk, waarin hij het vermoeden uitspreekt, dat bij de ramp van 1883 niet het geheele eiland Krakatau werd verwoest, doch het Westelijk deel in het midden wel zoo hoog zal zijn geweest, dat daar planten en dieren konden blijven leven. En hij besluit: „De geleerden behoeven zich dus niet te verdiepen in het vraagstuk hoe ratten, muizen en spinnen over zee op Krakatau zijn gekomen en of er boomen kunnen gegroeid zijn, die door vogels gezaaid worden."

Bij de lezing van dit schrijven schoot ons een studie [1]) van den tegenwoordigen directeur van 's Lands Plantentuin te Buitenzorg, Dr. W. Docters van Leeuwen, in de gedachten, waaruit we enkele hoofdzaken naar voren brengen, die blijk geven dat dit interessante vraagstuk niet zoo eenvoudig is als de heer MacLeod het doet voorkomen.

Beschouwt men den tegenwoordigen stand van de planten- en dierenwereld op het eiland Krakatau — aldus Dr. van Leeuwen —, ziet men de reusachtige Ficus-boomen en de geweldige slangen, die er voorkomen, dan is men onwillekeurig geneigd zich de vraag te stellen, is werkelijk alles verwoest, of zijn er misschien enkele individuen aan de slachting ontkomen en vooral de leek, die in zulke gevallen niet nadenkt, en bijzonder gemakkelijk conclusies trekt, is spoedig geneigd ongeloovig in dit opzicht de beweringen van bevoegde onderzoekers in twijfel te trekken. We hebben echter de getuigenis van mannen als Verbeek, Treub en Siuiter, die er om zoo te zeggen bij zijn geweest. Wij moeten hun mededeelingen over de totale verwoesting van de geheele fauna en flora aannemen, tenzij er werkelijk ernstige feiten werden gevonden, die aan de betrouwbaarheid dezer onderzoekers zouden doen twijfelen. En die zijn er, zooals ook door andere onderzoekers werd aangegeven, in het geheel niet gevonden. Men mag dus niet zeggen: er komen slangen van 6 Meter of meer lengte op Krakatau voor, dus moet er toch een dierlijk leven gespaard zijn gebleven. Neen, we mogen alleen zeggen, dat het merkwaardig is, dat na 36 jaren dergelijke groote dieren op het eiland aanwezig zijn en ons verder de vraag stellen, hoe is daar een verklaring voor te vinden.

De flora. Reeds 3 jaren na de uitbarsting was, volgens onderzoekingen van Prof. Dr. M. Treub, die een tocht naar het eiland maakte, een nieuw plantenkleed op Krakatau ontstaan. Hij vond reeds 30 plantensoorten. Aan het strand vond hij dezelfde planten als die waarmede pas ontstane koraaleilanden begroeid worden, n.l. strandplanten, waarvan de vruchten en zaden drijfinrichtingen vertoonen en die met de zeestroomingen aangevoerd worden. Op de heuvels meer binnenwaarts vond hij een geleiachtige laag, bestaande uit Blauwwieren, ongetwijfeld door den wind aangevoerd. Onderzoekingen van de aschlaag wezen uit, dat alle voedingsstoffen, benoodigd voor den plantengroei, aanwezig waren. Ook vond hij reeds enkele Composieten en de Zilvervaren in alle stadiën van ontwikkeling. Zooals men weet, worden deze planten ook door den wind verspreid.

Bij den tweeden tocht, ondernomen in 1896, was alles reeds veranderd. Men zag reeds de vorming van enkele plantengenootschappen. In het geheel werden 85 plantensoorten genoteerd. De vermeerdering had, behalve door de reeds genoemde oorzaken, voornamelijk plaats gehad door vogels, die met de uitwerpselen de nog kiembare zaden hadden verspreid.

De derde tocht werd ondernomen door Prof. Ernst, C. A. Backer, en Dr. Pulle. Er werden 140 plantensoorten verzameld. Men kwam tot 100 M. tegen den berg op en vond de onderste ravijnwanden bedekt met jong bosch. De vroeger overvloedig voorkomende zilvervarens waren waarschijnlijk naar boven opgedrongen. De vierde tocht, ondernomen door C. A. Backer, Edw. Jacobson en Demmeni, werd voortgezet tot 300 M. bergopwaarts. Alleen Demmeni bereikte den top.

In 1919 had de tocht plaats, waaraan o.a. door Dr. Docters van Leeuwen werd deelgenomen. Het bleek dat, vooral in de laatste 10 jaren de plantengroei verbazend was toegenomen. Merkwaardig is, dat Backer na den vierden tocht schreef: „Epiphyten en eigenlijke boschplanten komen hier niet voor", terwijl men nu, onder de 267 plantensoorten, die men verzamelde, 40 epiphyten aantrof. Dat die op vroegere tochten over het hoofd gezien zouden zijn, is practisch onmogelijk. De hier en daar zeer sterke helling van den berg wordt doorsneden door talrijke dwarsravijnen, die de beklimming zeer moeilijk maakten. In gewone omstandigheden zou een dergelijke tocht ongeveer twee uren eischen; men deed er echter 6½ uur over. In de ravijnen was het bosch vrij dicht, de bodem was reeds bedekt met een tamelijk dikke humuslaag, waarin een twintigtal boomsoorten wortelden. Verder was de bodem en waren de hellingen van de ravijnen bedekt met talrijke exemplaren van een Cyrtandra-soort. Men vond er exemplaren van 4 à 5 M. hoogte, die met verschillende epiphytische orchideeën waren bedekt. Op den top vond men de resten van de omhooggedreven varenflora. Merkwaardig is nog, dat op sommige plaatsen groepen van zeer goede papaja's stonden, in zoo'n groote hoeveelheid, dat men zonder schade een boom kon omkappen om een rijpe vrucht machtig te worden. Het onderzoek van den maaginhoud van enkele veelvuldig voorkomende kraaien wees uit, dat de zaden door deze vogels waren verspreid.

De fauna. Het onderzoek van de fauna heeft niet zoo regelmatig plaats gehad; het eerste onderzoek werd verricht door den heer Jacobson in 1908. Wel werd aangetoond, dat ook de dierenwereld zich vrij spoedig herstelde. De enkele bij den eersten tocht reeds ontdekte vormen waren waarschijnlijk door middel van vrij zwemmende larven op het eiland gekomen. In het meer op Verlaten Eiland vond Dr. Sunier op den laatsten tocht zoowel zeesterren en zeekomkommers als larven van glazemakers. Schorpioenen, duizendpooten en spinnen kwamen in verbazende hoeveelheden voor. Dit is in strijd met de tot nu toe verkondigde theorie, die verklaart, dat dergelijke oude diervormen wijzen op een vroegere verbinding met ander land. Eveneens is daarmede in strijd het voorkomen van landslakken, die eveneens werden aangetroffen. Door Jacobson werden in 1908 geen aardwormen gevonden, wel door Dr. Sunier, elf jaar later. Op de planten werden 24 soorten van gallen verzameld. Verder vond men vogels in groot aantal, slangen van 4 à 5 M. lengte (overgezwommen?), doch weinig zoogdieren, wat te verklaren is door het volkomen gemis aan zoet water. De vraag, hoe het mogelijk is, dat de voorkomende dieren in zoo'n groote menigte aanwezig waren, kan beantwoord worden met de mededeeling, dat zij die aangekomen waren, zich zonder concurrentie konden ontwikkelen en dat de op die dieren gewoonlijk voorkomende parasieten, die te groote uitbrei-

[1]) De flora en fauna van de eilanden der Krakatau-groep in 1919 (Handelingen van het eerste Ned.-Indisch Natuurwetenschappelijke Congres, gehouden te Batavia op 3, 4, 5 en 6 Oct. 1919 (verschenen in 1920 bij de N.V. Boekhandel Visser en Co te Weltevreden).

ding der soort tegengaan, hier misschien niet gelijk met de gastheeren waren aangevoerd.

In 1920 bevond Dr. van Leeuwen zich wederom op Krakatau, waar het onderzoek der flora en fauna in samenwerking met Dr. K. Dammerman werd voortgezet. (Zie het onlangs verschenen Jaarboek van het Departement van Landbouw over 1920, bl. 2).

Koloniaal Nederduitsch.

De hr. S. Kalff besluit in het Nr. van 28 Juli van Eigen Haard zijn aanteekeningen over het zgn. „Koloniaal Nederduitsch." Wij achten het, met den schrijver betreurenswaardig, dat onze letterkunde een vraagbaak mist over de verouderde termen en spreekwijzen, die eenmaal tot de taal der Nederlanders in Oost-Indië behoorden. Een vraagbaak in den trant van dat *Hobson Jobson* woordenboek, waarin Engelsche navorschers de verklaring gaven van vele honderden woorden, die vroeger in het groote Hindostan in zwang waren.

„Moge de toekomst, kan 't zijn de naaste toekomst, te zamen met een Biografisch Woordenboek voor de koloniën, ook zulk een standaardwerk ons nog eens brengen."

De Indische Mercuur.

No. 30. Verslag van de tentoonstelling van koloniale grondstoffen en producten, gehouden tijdens de Schweizer Mustermesse te Bazel, van 22 April—2 Mei 1922, door de afdeeling Handelsmuseum van het Koloniaal Instituut, door Dr. L. P. de Bussy (met ill). — Oogstcijfers van Cuba, door Dr. H. C. Prinsen Geerligs. — Economisch overzicht van Ned.-Indië, de Straits Settlements, Britsch-Indië, China, Hongkong en Japan over 1921 (ontleend aan het Verslag van de Nederlandsche Handelmaatschappij over 1921). — Kultuurberichten. — Kleine mededeelingen. — Financieele verslagen en berichten, zoomede de overige vaste rubrieken. — De afd. Handelsmuseum van het Kol. Instituut geeft nieuwe literatuur over de zgn. groote cultures; we vermelden ervan: Eenige opmerkingen in verband met de huidige rubbercrisis, door Dr. O. de Vries (Intern. Vereen. Rubbercult. Korte Meded. No. 13). — Die Kautschukwirtschaft Niederländisch-Indiens im und nach dem Kriege (Gummi-Zeitung, No. 34). — The cultivation of tabacco in Java. (J. R. Soc. Arts, LXX, No. 3622).

De West-Indische Gids.

Aug. 1922. Kolonisatie van het blanke ras in de tropen, door C. van Drimmelen. — Bij de Aucaners (Boschnegers), door W. F. van Lier (vervolg). — Wat dorre cijfers, toch een beeld van leven. Statistische gegevens betreffende Suriname, door G. J. Staal. — Boekbespreking (Vanille, vanilline en vanille-extracten, door Ir. W. C. Utermark), door H. D. B. — Bibliographie.

Ned.-Indië Oud en Nieuw.

7e Jaarg. Afl. 4. A. J. W. Harloff, benoemd lid van den Raad van Nederlandsch-Indië (met portret), door P. B. — De suikerindustrie op Java, door Dr. H. C. Prinsen Geerligs (met ill.). — Eenige up and downs in de suikerwereld der voormalige Bataviasche Ommelanden, door Indiër. — Oud-Chineesch porcelein in Ned.-Indië uit de tijden der Ming-dynastie (1368—1643), door R. D. Verbeek (vervolg), (met ill.).

Algemeen Landbouwweekblad voor Ned.-Indië.

No. 51. Bruine binnenbast-kanker, door T. Altona. — De Indische olie-industrie, door M. E. Weilkamp. — Schapenfokkerij op een (cultuur-) onderneming, door W. A. Boom. — De landbouw in Midden-Celebes (slot), door D. J. Dibbetz. — Paarlvisscherij om Nieuw-Guinea, door N. D. — Doorlatenheid van den bouwgrond. — De teelt van druiven (vervolg). — Selatdjaran (Gouvernements groot-rijstbedrijf) und kein Ende. — De rubbersituatie, door Th. A. de Neve. — De rubbercrisis. — Beperkte of onbeperkte rubberproductie, door M. Sanders. — Het rubber-vraagstuk. — Ned.-Indisch Landbouw-Syndicaat. Verslag over 1921 (vervolg). — Invoerbepalingen van levend plant- en zaadmateriaal.

Teysmannia.

Jaarg. 1922, afl. 3. Over de industrie van mangrovelooistof, door Dr. J. J. B. Deuss. — Iets over het ladangen in het algemeen en in de residentie Palembang in het bijzonder, een en ander in verband met de door sommige boschbouwkundigen voorgestane boschpolitiek, door D. J. G. van Setten. — Remming van zaadkieming door licht, door J. E. A. den Doop. — Djeroek-kanker, door Dr. C. J. J. van Hall. — Sprokkelingen op landbouwgebied.

Indië. Geïllustreerd Weekblad.

Afl. 17. Huisvesting in Indië, door N. (vervolg). — Oud verhaal der Toradja's over de verwoesting van het dorp Roera, door D. C. Prins. — Over luchtfotografie in Indië (met ill.), door luitenant Feenstra (slot). — Uit den bloeitijd der Oost-Indische Compagne, door H. W. Bredée (vervolg: Wederwaardigheden van een retourvloot) (met ill.).

Ned. Indisch Rubbertijdschrift.

7e Jaarg. No. 7. Inkrimping der rubberproductie. — Rubberaanplant ter Sumatra's Oostkust. — De Handelsvereeniging te Batavia in 1921. — Het rubbervraagstuk. — Een stem voor productiebeperking, door M. Sanders. — Rubberproducenten-Vereeniging in 1921. — Rubberprijzen en rubberproductie. — De Bruine Bastziekte van Hevea Brasiliensis, door P. E. Keuchenius (vervolg).

* * *

Jaarboek van het Departement van Landbouw, Nijverheid en Handel in Ned.-Indië, 1920. (Batavia, Ruygrok en Co., 1922).

Landgerecht of Rol (vervolg). — Loonen en grondhuren in de Javasche Suikerindustrie (vervolg), door G. de Clercq. (De Vrijheid, 26 Juli '22).

Zilveren jubelfeest in Nieuw-Guinea (Keizer Wilhelmsland), door P. A. Puff. — Onze Oost (Uitvoerig overzicht van de Roomsch-Katholieke Missie in 1921). (De Katholieke Missiën, Juli '22).

Zendingsprincipes, door R. Allen (vervolg). — De opleiding tot Oost-Indisch predikant, door Prof. L. Knappert. — De Zendeling-Predikant. (De Opwekker, Juni '22).

De deelname van Oost-Java aan de 5e Internationale Rubbertentoonstelling te Londen, Juni 1921, door Ir. J. G. Hartjens. (Publ. Ned.-Ind. Landb. Synd., Jaarg. '22, afl. 15).

Statistiek van waterwaarnemingen (hydrometrie) in Ned.-Indië, door ir. A. Groothoff. (Ingenieur, 29 Juli '22).

De eerste cursus aan de Koloniale school (voor vrouwen en meisjes), door B. v. d. Harst. (De Vrouw en haar Huis XVII, bl. 14).

Omdoling in een Kaja-kaja-kampong (vervolg), door P. M. Geurtjens. (Java-Post, 23 Juni '22).

Nederlandsch Zendingsjaarboekje voor het jaar 1922-23. Jaaroverzicht der Ned. Zending. Volledige Zendingsstatistiek. Alphabetische lijst van Zendingsarbeiders in Oost- en West-Indië. (Uitgegeven door den Zendingsstudie-Raad te Utrecht).

Koninklijk Magnetisch en Metereologisch Observatorium te Batavia. Jaarverslag 1921. (Weltevreden, Landsdrukkerij).

Overzicht van de Inlandsche en Maleisch-Chineesche pers. 1922. No. 25. Bureau voor de Volkslectuur. Afdeeling Pers. (Weltevreden, Drukkerij Volkslectuur).

Fra Nord-Sumatras Urskov, af Ingenieur E. A. Hagerup (Geografisk Tidskrift, 26. Bind, 1922, Hefte V). (Uitvoerig geïllustreerd artikel).

Suriname.

In het *„Vakblad voor Biologen"* van Juli geeft Schoevers een bespreking van Bulletin No. 44 van het Departement van den Landbouw in Suriname: *„De Cacaothrips (Heliothrips rubrocinctus Giard)"*, door A. Reyne.

De bespreking eindigt aldus:

„Met dit bulletin legt zoowel de schrijver A. Reyne als het Departement van Landbouw in Suriname, dat het lijvige boek in dezen tijd uitgaf, alle eer in!"

Ook in de Juni-aflevering van *„De West-Indische Gids"* vonden wij van de hand van Prof. Dr. W. Roepke een gunstige beoordeeling van Reyne's geschrift.

* * *

De heer Leys zet in *„De Standaard"* zijn propaganda voor de kolonisatie van Nederlandsche landbouwers in Suriname onverdroten voort. In het nummer van 14 Juli zijn zevenden brief. Zijn aanloop is dezen keer een stuk van Prof. Verrijn Stuart, waarin deze uitroept: „Beperk de geboorten!" De heer Leys laat den professor voor wat hij is en blijft zich hartelijk verheugen in den sterken aanwas onzer bevolking. Maar het zal toch noodig worden ruimte te zoeken voor dien aanwas.

......„Als we al die honderdduizenden, straks de millioenen, eens konden onderbrengen in een onzer koloniën, als we ook eens „Dominions" stichtten in Oost of West, zou daar niet meer voor te zeggen zijn dan voor emigratie naar andere landen?

En wanneer de mogelijkheid daarvan vaststond, was het dan niet zaak om er maar zoo spoedig mogelijk mee te beginnen?

Ja, maar die mogelijkheid staat niet vast, veeleer de onmogelijkheid!

Wel, als het dan niet vaststaat, dan moet het nu maar eens uitgemaakt worden of het kan of niet. Voor ons land en ons volk is het noodig, is het van de grootste beteekenis, dat we eens en vooral weten of we in Oost of West Europeesche kolonies kunnen stichten. Ja of neen! In Suriname hebben we er een, die reeds vijf en zeventig jaren bestaat en die zich steeds uitbreidt. Hier valt wat te leeren voor onze economen. Blijkt het te kunnen, dan staan duizenden gereed om Suriname te bevolken. 't Zal millioenen guldens kosten, maar we houden er later ook millioenen menschen door in 't leven. Want vergeet niet, dat ook duizenden Duitschers gaarne naar Suriname willen emigreeren, Duitschers, die uit de tropische Duitsche bezittingen worden verjaagd.

Het aantal aanvragers om inlichtingen, die of voor zichzelf of namens geheele groepen zich tot mij hebben gewend, is zoo reusachtig groot, dat ik heusch het getal niet durf noemen, omdat ge het absoluut niet zoudt gelooven."

In zijn achtsten brief — *„De Standaard"* van 22 Juli — zet de heer Leys zijn betoog voort en verwijst naar hetgeen Mr. Dr. Schoch in het verslag van de Surinaamsche Bank over 1920 over deze aangelegenheid schrijft. Mr. Schoch schrijft: „De zaak is van zooveel belang, dat een proef, na degelijke voorbereiding en onder bepaalde voorwaarden in verband met de resultaten, door de wetenschap op sanitair gebied in de laatste tientallen jaren verkregen, niet meer onverantwoordleijk kan worden genoemd."

De heer Leys meent, gezien den moeilijken tijd die aanstaande is, ook voor den Nederlandschen landbouwer, dat een kolonisatieproef is geworden een eisch des tijds.

......„Maar 't zal weer op mislukking uitloopen!" Dat kan! Niets is gemakkelijker dan ook die tweede proef te doen mislukken......

„Maar men kan de tweede proef zoo inrichten, dat van mislukken geen sprake kan zijn. Niet slagen en mislukken is nog niet hetzelfde. Bij mislukking vallen slachtoffers, bij niet slagen is dat niet noodig."

Tot zoover de heer Leys.

En daar komt de oud-agent-generaal der immigratie in Suriname, C. van Drimmelen, in de Augustus-aflevering van *„De West-Indische Gids"* met een betoog, dat kolonisatie van het blanke ras in de tropen niet mogelijk is. Wij kunnen hier geen overzicht geven van dit betoog en moeten volstaan met de aanhaling van het slot:

„Persoonlijk zijn wij tegenstanders van kolonisatie met Nederlandsche landarbeiders in Suriname, niet alleen op grond van de hierboven aangevoerde bezwaren, maar ook, omdat de landbouw in Suriname, gelijk die nu gedreven wordt en door het beperkt aantal cultures voor uitvoer, inzonderheid van jaargewassen, een zeer wisselvallig bedrijf is, ten hoogste een bestaan opleverend voor menschen van bescheiden levensstandaard.

Het Suriname-probleem is dan ook niet zoozeer een bevolkings- als wel een landhuishoudkundig vraagstuk. Aan den landbouw aldaar moet grooter bedrijfszekerheid worden verschaft, de productiviteit daarvan zal aanmerkelijk moeten worden verhoogd.

Eerst wanneer de landbouw in Suriname een verschiet opent voor klein- en middenstandlandbouwers, zooals in Argentinië en Zuid-Brazilië, zal het tijd zijn kolonisten aan te lokken van het peil, waarop hierboven gedoeld is en eerst dan zal de kolonie den welvarenden burgerstand kunnen verkrijgen, de kern van welstand, welke het grootkapitaal er nooit heeft kunnen scheppen.

Nederlanders zullen daarvoor wel niet in aanmerking komen en dit valt te betreuren, want daarmede is dan tevens uitgemaakt, dat Suriname alleen een volksplanting van niet-Nederlandschen landaard kan worden, waar Nederland nog slechts zoolang het leiderschap zal voeren tot de daar zich gevormde volkseenheid, naar het model van ons volk, willen we hopen, dat zal kunnen ontberen.

Dit vooruitzicht ontslaat Nederland echter geenszins van zijn verplichting om voor het land, waarover het een tijdelijk rentmeesterschap voert, alles te doen, wat een goed beheer vermag, opdat het niet alleen ongerept, doch verrijkt aan de nakomelingschap zal worden overgegeven. De verrijking van Suriname zal voornamelijk moeten bestaan in een veredeling van hare bevolking en niets mag worden verzuimd, wat daartoe zal kunnen bijdragen."

De *„Controleur"* van 22 Juli heeft het weer over den verkoop van de West:

......„Destijds is *f* 7.000.000.000.— voor de West geboden. Zijn onze informaties juist, dan kunnen wij het er thans ook nog van Amerika voor krijgen."

Wij gelooven niet, dat „onze" informaties juist zijn. Waarom publiceert de *„Controleur"* die niet?

„Wij zullen doorgaan krachtig voor den verkoop van de West te propageeren — aldus het blad. Het is werkelijk onze eenige reserve. Gaat het een particulier slecht, dan verkoopt hij ook een perceel, hetwelk hem geen voordeel oplevert."......

Ziehier het slot van het geschrijf:

......„Zeker, het bezwaar bestaat, dat als de West verkocht wordt, de huishouding van den Staat belangrijk opgevoerd wordt. Maar toch moeten wij ons hierdoor niet laten afschrikken. Wij doen veel beter te blijven ageeren voor verkoop en bezuiniging beide. Wij maken het het Nederlandsche volk dan duidelijk, dat wij het wat kunnen aanbieden, zonder dat wij het zelf hebben te betalen. En het Nederlandsche volk zal voldoend gezond egoïsme bezitten om zijn belangen te begrijpen en ons in onze verdere actie te steunen."

De *„Controleur"* haaste zich. Het „gezond egoïsme" der Surinamers zou ons anders de verrassing kunnen brengen dat zij zichzelf aan de Vereenigde Staten verkoopen b.v. voor de helft van het genoemde bedrag en dan aan den Nederlandschen Staat restitueeren al wat in den vorm van subsidie in den loop der jaren aan de kolonie is ten koste gelegd. Allicht geven zij bovendien aan het oude moederland een milliardje ten geschenke voor al de beslommeringen, die het zich voor de kolonie getroost heeft.

* * *

De volgende mededeeling van het Nederlandsche gezantschap te Caracas is opgenomen in *„Handelsberichten"* van 27 Juli:

„Alcohol als brandstof voor motoren. In de landen van Amerika, waar suikerriet gecultiveerd wordt, begint men met goed succes de als nevenproduct gewonnen spiritus te gebruiken als brandstof voor de motoren van automobielen.

Op Cuba worden ongeveer 14.000 Ford-automobielen voortbewogen door middel van speciaal daarvoor bereide spiritus. De voordeelen, die het gebruik van dit nieuwe product opleveren, zijn, volgens het bericht, ten volle bewezen. Niet alleen de duurzaamheid van de motoren wordt door het gebruik verhoogd, ook ontwikkelt deze brandstof meer kracht dan petroleum of benzine, terwijl zij bovendien veel goedkooper is.

Binnen korten tijd zal dit product ook in Venezuela gebruikt worden. Door de heeren Diaz, Morales en Guinand werd te Caracas een fabriek opgericht en reeds zijn goed geslaagde proeven met het verkregen product genomen. De naam van deze goedkoope brandstof is „Espiritu Motor".

Wat denken de Surinaamsche suikerfabrieken daarvan? Of wordt misschien in de motoren in Suriname reeds alcohol als brandstof gebruikt?

* * *

Mr. C. F. Schoch te Amsterdam deelt mede, dat het Nederlandsch comité, dat de oproeping rondzond voor een gedachtenisgave voor het Herrnhutter Herdenkingsfeest, 1.133.368 R.M. naar Herrnhut heeft kunnen overmaken. Het tekort in

Herrnhut bedroeg op 31 December 1921 665.000 R.M. Dat is dus ruimschoots gedekt, alleen reeds door de giften uit Nederland.

Curaçao.

De Financiën.

De middelen over het eerste kwartaal 1922 geven eenige gunstige cijfers te zien. Het ¼ der raming werd met niet minder dan ƒ 150.000.— overtroffen; het ¼ der opbrengst over 1921 met ƒ 65.000.—.

In de *Curaçaosche Courant* wijst de administrateur van financiën er op, dat de meerdere opbrengst der belastingen voornamelijk is te danken aan het ruim vloeien der inkomstenbelastingen, waardoor de achterstand door het laat afkondigen van een kohier met enkele hooge aanslagen, is ingehaald.

De meerdere opbrengst der inkomsten van onderscheiden aard wordt het gevolg geacht van:

1°. Inkomsten van de Curaçaosche Bank tot een bedrag van ƒ 81.041.—, zijnde de winst en vergoeding der kosten aan het gouvernement toekomende over 1921;

2°. Verhooging der posttarieven, waardoor dit middel ƒ 4.568.— meer opbracht dan ¼ der raming.

3°. De openstelling van het station te Sint Martin, waardoor de opbrengst van het middel „opbrengst D. T." ƒ 13.793.— bedroeg. Bij de beoordeeling van deze opbrengst mag niet vergeten worden, dat dit de bruto opbrengst is, waarvan de vergoedingen aan kabel en verschillende tusschenstations betaald moeten worden.

Naar aanleiding der cijfers juicht de *Amigoe di Curaçao* over de stijging der middelen:

„De groote reden tot verblijding hierover ligt in het feit, dat deze verhoogde opbrengst werd verkregen zonder verhooging van belasting. Alleen de binnenlandsche port en die naar de Ver. Staten werd verhoogd.

We staan hier dus voor het hoopvolle feit, dat onze middelen groeiende zijn.

Ja, we weten wel, dat velen hunne oogen niet zullen gelooven, als ze zoo iets lezen, omdat we zoo gewend waren te klagen over de slechte tijden; maar tegenover vaststaande feiten valt het toch moeilijk dit klagen vol te houden.

De oogst is verleden jaar buitengewoon meegevallen. Daardoor is de invoer van levensmiddelen zeer zeker verminderd. En, niettegenstaande dat alles, was de invoer nog ruim ƒ 5000.— hooger dan de invoer van het 1e kwartaal 1921, toen we aan alles gebrek hadden.

Dat de invoer dit jaar ruim ƒ 8000.— bleef onder de raming, is eerder verblijdend dan bedroevend, want die vermindering wijst op een goeden oogst en is geenszins een gevolg van verminderde koopkracht der bevolking.

Eerder het tegendeel!

De voordeelen van den oogst, de opbrengst van eigen maismeel en boonen voor dagelijksche voeding, is zeer zeker veel hooger te schatten dan ƒ 8000.—. Waar de invoer nu slechts dat bedrag beneden de raming bleef, is het een bewijs, dat er door de bevolking zóó veel gekocht werd, dat de sterk verminderde invoer van eerste levensmiddelen weer bijna werd goedgemaakt.

De algemeene welstand der buitenbevolking beteekent allerminst rijkdom, maar brengt toch een groote vermindering van algemeene armoede en heft het gebrek voor een paar maanden geheel en al op. Dat is de zegenrijke beteekenis van een oogst voor Curaçao. Geen Gouvernements-subsidie tot bevordering van landbouw en veeteelt kan ooit bereiken, wat een goed oogstjaar doet. Alleen een algemeene, overvloedige watervoorziening, ten dienste ook der landbouwende buitenbevolking, zou eenigszins daar mede te vergelijken zijn.

Maar zoover zal het wel nimmer komen.

We hopen maar weer op een goed oogstjaar.

De goede jaren zijn de mijlpalen, die den algemeenen vooruitgang der geheele bevolking aanwijzen."

Als kleine tegenvallers, die het echter allerminst ontmoedigen, vermeldt het blad:

„De meerdere ontvangsten wegens kosten van dienstverleening bij den in-, door- en uitvoer van goederen, ƒ 500.— hooger dan verleden jaar, maar toch nog altijd onder de raming, wijst op een kleine verlevendiging in den transitohandel. Al is dat nog bij lange niet wat het wezen moest, we zijn al blij een kleine verbetering te bespeuren.

De phosphaatuitvoer bleef beneden dien van 1921 gedurende hetzelfde tijdvak. Als dat zou wijzen op achteruitgang van het bedrijf, of stilstand van zaken, zou het een misselijk teeken zijn. We weten echter, dat wegens den overvloedigen arbeid op eigen grondjes gedurende het oogstseizoen, Sta. Barbara niet voldoende werkvolk kon krijgen en daarom niet vlug genoeg kon laden. Nu dat laden electrisch gaan zal, kunnen we in de volgende kwartalen de geleden schade van ƒ 6000 spoedig genoeg weer inhalen.

Bovendien kan er nog bezuinigd worden, zegt de redactie in een ander artikel. In de eerste plaats op „Openbare Werken" door meer toezicht bij het werk en verder op het openbaar onderwijs. Aldus:

„Wat echter te zeggen van de dure Fröbelscholen, Normaallessen en bizondere cursussen? Waarom moet de heele burgerij daaraan mee betalen, als slechts een paar kinderen er voordeel van hebben?

Dat zijn heele dure leerlingen!

Wanneer de ouders een privaat-docent bekostigden, zou het aan die ouders zeer zeker iets meer kosten, maar het algemeen belang zou er door worden gediend. De onkosten van het Openbaar Onderwijs zullen bij afschaffing daarvan sterk verminderen.

Kan er ook niet, natuurlijk zonder schade voor het onderwijs, heel veel meer bezuinigd worden op de kleine klasjes?

Krachtens de onderwijsverordening ontvangt het bijzonder onderwijs slechts vergoeding voor 1 onderwijzer op 40 leerlingen.

Reken nu eens na, hoe weinig leerlingen er maar komen op 1 onderwijzer bij het openbaar onderwijs, dat gelijke rechten heeft als het bijzonder.

Eerst dan zal men zien, hoe duur het openbaar onderwijs is en hoe goedkoop het bijzonder."

Opheldering gewenscht.

Bij de behandeling der laatste begrooting in de Tweede Kamer werd geklaagd over de belemmering in de verzending van draadlooze telegrammen via St. Martin door den gestelden eisch van een tusschenpersoon op dat eiland, die voor verdere doorzending zorgt. De Minister antwoordde, dat dit een vergissing is geweest, die herroepen was.

De *Amigoe* herinnert zich daarvan niets en schrijft nu: „Velen hebben de verklaring des Ministers zóó opgevat, dat voortaan de draadlooze telegrammen ook zonder tusschenpersoon op St. Martin direct verzonden konden worden en dat het kantoor aldaar zonder een afzonderlijk adres op St. Martin onmiddellijk zelf voor doorzending zou zorgen.

Herhaaldelijk werden echter telegrammen, zonder tusschenadres op St. Martin, hier door het station op Curaçao geweigerd en een tusschenpersoon, die het telegram van St. Martin doorzendt, geëischt.

Hoe zit dat nu?

Een duidelijke verklaring van den telegrafischen dienst is hieromtrent zeer zeker gewenscht.

Waartoe wij beleefd het verzoek doen namens velen."

Maatschappij tot Exploitatie van de Curaçaosche haven- en brugdienst.

Aan het jaarverslag over 1921 ontleenen wij:

„Konden wij in de vorige vergadering constateeren, dat de inkomsten der brug over 1920 aanzienlijk waren verbeterd, thans moeten we mededeelen, dat door verschillende omstandigheden de inkomsten over 1921 niet zoo voordeelig waren. Dit is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de algemeene malaise, die zich op Curaçao, evenals overal elders

deed gevoelen. Waren de inkomsten der brug in 1920 ƒ 11.092.50, in 1921 bereikten zij slechts de som van ƒ 9807.56, dit is dus een vermindering van ƒ 1284.94 op de bruto-inkomsten.

't Concessierecht was als vorig jaar ƒ 100.

De interest-rekening had een voordeelig saldo van ƒ 403.75.

De exploitatiekosten der brug waren in 1920 ƒ 2798.56 en in 1921 ƒ 3548.04, dus ƒ 749.49 hooger. De oorzaak hiervan is de hoogere belasting en de meerdere kosten.

Uit de winst- en verliesrekening zal het u blijken, dat we voorstellen 4½ pCt. dividend aan aandeelhouders uit te keeren en het saldo, groot ƒ 233.44, op nieuwe rekening te plaatsen."

Uit den Verren Vreemde.

Italië in Noord-Afrika.

De Italiaansche minister van koloniën, Amendola, heeft [illegible] Juni bij de behandeling van het budget in de Kamer van afgevaardigden een uiteenzetting van zijn voornemens gegeven ten opzichte van Tripolitanië, die, door de verandering van het ministerie, niet alle beteekenis verloren heeft. Gaf hij, in antwoord op het verwijt, dat de militaire uitgaven daar 180 millioen lire opslorpen op het totaal van [illegible]80 millioen, zoodat er veel te weinig beschikbaar blijft voor het eigenlijke kolonisatiewerk en voor openbare werken, toe, dat de uitgaven voor het militair optreden zeer hoog zijn, en onmogelijk uit de opbrengsten der kolonie gedekt kunnen worden, zoodat het koloniaal bezit zwaar op de Italiaansche schatkist drukt, toch wilde hij niet erkennen, dat dit anders behoorde te zijn. Wie het doel wil, moet de middelen willen.

Voor de economische ontwikkeling van de kolonie bracht hij drie hoofdfactoren naar voren: beschikbaar stellen van kapitaal; de financieele positie van den Staat; de politieke positie in Noord-Afrika.

Italië, arm aan grondstoffen, heeft behoefte aan de bronnen die de kolonie biedt. Hierop is het reeds bedacht. In Erythrée zijn 200 K.M. spoorlijn in exploitatie, 100 in aanleg. In Tripolitanië eveneens 200 in gebruik en 60 in Cyrenaïque. In Somaliland wordt een lijn aangelegd. In Massaua, Mogadichoe, Tripolis, Benghazi is de havenaanleg in gang of tot verbetering besloten. De hydro-electrische installatie van Belesa levert 3 millioen M³. water bij 500 paardenkracht.

Blijft dit alles nog heel ver van de Fransche leening van een milliard fr. voor Marokko, en van het bekende ontwerp van minister Sarraut om de Fransche koloniën tot haar volle waarde te doen komen, kan het zelfs niet vergeleken worden met het Belgische plan om 300 millioen fr. aan de Kongo te besteden, noch met het Britsche voorstel om aan Kenya 8 millioen P. St., toch meent de minister er op te mogen wijzen in verband met datgeen wat de Italiaansche regeering, in den vorm van verschillende wetsontwerpen, aan het Parlement ter beslissing heeft voorgelegd. Concessies als leen, voor ondernemingen in Erythrée en Somaliland, openbare werken, kolonisatie-aanmoediging, kolonisatiekassen, landbouwcrediet in Lybië. Bovendien nieuwe lijnen voor den overtocht en den kustvaart. Schadeloosstelling voor de verliezen door de aardbeving van Massaua veroorzaakt.

Italië denkt niet over eenige expansie ten koste van Ethiopië, integendeel, het wil er de onschendbaarheid en onafhankelijkheid van verzekeren. (Het hangt er maar van af hoe men deze begrippen opvat, zouden wij willen aanteekenen). Het initiatief der particuliere kapitalen moet zich echter, zeide de heer Amendola, naar West-Ethiopië kunnen richten, waar een intieme Italo-éthiopiensche samenwerking tot ontwikkeling kan komen. Om de kolonisatie in Lybië tot rustige groei te kunnen laten komen, moet daar een toestand van vrede en evenwicht verzekerd worden. In dit verband zijn de krachtige maatregelen in de laatste maanden genomen, ten opzichte der Arabische tegenstanders als onvermijdelijk te beschouwen

Van de goede verstandhouding, welke verkregen is met de regeering te Angora verwacht de minister ook wel gunstige gevolgen voor de verhouding tot de Arabische grooten, maar toch wil hij hierop niet te veel bouwen. Ook wenscht hij niet aan te sturen op een vrij Lybië. Het toestaan van de vorming van een nationalen Arabischen staat Lybië, als vooruitgeschoven post van het islamitische verzet tegen de Europeesche bezetting van Noord-Afrika, zou Italië het onrecht laten van er de uitgaven van te bekostigen en onze vlag de opkomst laten dekken van een veroveringsbegrip gericht tegen het Westen en tegen het christendom. Werd Italië dan gevraagd welk voordeel wel zou opwegen tegen de medeplichtigheid aan den islamitischen aanval op het door den oorlog geschokte Europa, dan zou het verlegen zijn om daarop een verstandig antwoord te kunnen vinden. De Italiaansche minister liet aan deze manhaftige verklaring de gevolgtrekking aansluiten, dat het zoowel voor de toekomst van Lybië, als om de stelling, die Italië in de Middellandsche zee wil behouden, zaak is de hangende kwesties tot oplossing te brengen, instede van ze nog te verwikkelen.

Willen de Arabieren oprecht den vrede, dan moeten zij tot orde en wettelijke regeling meewerken en hieronder verstaat de minister de eerbied voor het door Italië gegeven statuut. Wat Italië daarin verleend en toegezegd heeft, moet niet als een uiting van zwakke toegeeflijkheid worden beschouwd, maar als verleende voorrechten in trouwe aanvaard worden.

Inderdaad flinke taal. Maar zij is meer gehoord. Vele Arabische hoofden willen echter de Italiaansche suprematie niet en nooit erkennen. Zal Italië de middelen, de goede manier van aanpakken en doorzetten en het geduld hebben om in het uitgestrekte kustland en in het woestijngebied, dat zich landwaarts tot in het onmetelijke uitstrekt, die fiere taal in verwezenlijking te doen gaan? Wij herhalen, die taal is meer in het Italiaansche parlement gehoord, maar zij heeft tot nu toe ten slotte steeds teleurstelling gebracht. Al hopen wij er het beste van, wij kennen geen enkele reden om ditmaal een meer standvastig doorzetten, een meer voorzichtig bestuursbeleid te verwachten. De herhaalde omwisseling van ministerie stemt niet optimistisch. Wel vreezen wij, dat de zoo opgezette ondernemingen aan de Italiaansche belastingbetalers nieuwe en zeer zware offers zullen opleggen en dat zij van de jonge Italianen en krachtige Arabieren weer velen zullen doen vallen, zonder dat Lybië tot rustigen groei zal komen, of zonder dat Italië hiervan op andere wijze eenige blijvende voldoening zal genieten.

Volksraden voor de Fransche koloniën.

De afgevaardigde voor Réunion in de Fransche Kamer, de heer Georges Boussenot, heeft een wetsontwerp aangeboden, dat tot strekking heeft de financieele en economische belangen van elk der koloniën te onderwerpen aan de beraadslagingen van een vergadering, bestaande uit door de kolonisten en door de inlandsche bevolking gekozen vertegenwoordigers.

In het heden vindt men in enkele der Fransche koloniën wel lichamen, die in deze richting iets zijn en iets doen, maar de bedoeling van den voorsteller is het stelsel der verkiezing over alle officieele bestuursvergaderingen uit te strekken en 't aantal der vertegenwoordigende lichamen zeer uit te breiden.

In elk der vier groote gouvernementen, dat van West-Afrika, van Madagascar, van Oost-Afrika, van Indochina, voorts in elk der koloniën Océanië, Kust van Somalis, St. Pierre en Miquelon, Nieuw Caledonië, zou een hooge koloniale raad komen. De voorsteller geeft 't aantal Europeesche en Inlandsche leden aan, 't laatste is overal sterk in de minderheid. De Fransche leden waren te kiezen door de Fransche burgers, die minstens 6 maanden in de kolonie wonen; de Inlandsche leden door de Inlanders boven 25 jaar, die vloeiend Fransch kunnen spreken. De eischen voor verkiesbaarheid zijn natuurlijk ook omschreven. Ambtenaren zouden niet verkiesbaar zijn.

De hooge raad zou beraadslagen over het budget, de belastingen en de manier van deze te innen, de leeningen, de ontwerpen voor openbare werken, de rekeningen, die aangelegenheden van bestuur, economie en beheer betreffende, welke het hoofd van bestuur, danwel 1/3 van het aantal leden van den raad zelf aanhangig zou maken.

Het door den raad behandelde budget zou door den gouverneur-generaal of den gouverneur worden vastgesteld. De genomen besluiten zouden slechts tot uitvoering komen door een openbaar gemaakt besluit van het hoofd der kolonie, dat zijnerzijds geen verandering zou mogen brengen in door den raad aangenomen bedragen. Bij verschil van opvatting kan door den raad opnieuw over de kwestie worden beraadslaagd; blijft het verschil bestaan, dan heeft de minister van koloniën recht tot ingrijpen.

Ook in de protectoraatlanden Tunesië en Marokko zou een dergelijk vertegenwoordigend lichaam worden ingesteld.

De commissie uit de Kamer voor de koloniale aangelegenheden heeft reeds haar aandacht aan dit ontwerp gegeven en den heer Taittinger tot rapporteur erover benoemd.

Een Grieksche aanval op Konstantinopel.

De plannen van Griekenland worden hoe langer hoe doller. Het heeft in de moeilijke terreinen in Klein-Azië geen blijvend resultaat weten te bereiken en offert daar nog maar doorloopend menschen en geld. Het is, na een onverpoosden oorlogstijd van acht jaren, nog niet strijdensmoede.

Terwijl de leidende mogendheden in het entente-concert, voor de oplossing der moeilijkheden in het Nabije-oosten, de gelegenheid tot overleg en minnelijke schikking geopend

hebben, willen noch Angora, noch Athene hiervan iets weten en nu vormde Griekenland zelfs het heldhaftige, maar in alle opzichten als wanhopig te beschouwen, plan, van een aanval op de Turksche hoofdstad: Konstantinopel.

Konstantinopel, dat feitelijk niet de zetel is van de Turksche regeering, sedert van Angora de leiding uitgaat. Konstantinopel, dat als militaire bezetting Engelsche, Fransche, Italiaansche troepen heeft, zoodat een aanval de Grieksche troepen dus tegenover afdeelingen van de voornaamste Europeesche landen zou plaatsen. Konstantinopel, waar de Britsche generaal Harrington, bevelhebber van de gemengde strijdkrachten in Turkije, zijn standplaats heeft, zoodat Griekenland er gewapend in de eerste plaats zou komen te staan tegenover Engeland, dat tot nu toe zijn beste helper gebleven is. Konstantinopel, dat bij alles wat het *niet meer* is, toch het „Stamboel” voor de mohamedanen gebleven is, zooals de Sultan, die er zetelt, bij alles wat hij verloren heeft, toch de Groote Heer van de moslemin gebleven is. Een aanval op Konstantinopel, zou dadelijk de geheele islamitische wereld tegen Griekenland in het geweer roepen, zoo de positie van alle Grieken overal, in elk gebied waar zij samen wonen met mohamedanen, tot eene onhoudbare makende.

Werd het plan eerst voorgesteld als van den Griekschen opperbevelhebber, generaal Hadjanesti, uit te gaan en als de volle instemming van den koning te hebben, een latere lezing wil de verantwoordelijkheid leggen op den bevelhebber van de Grieksche bezetting in Thracië, die op eigen gelegenheid zou hebben willen handelen. Naar 't ons voorkomt, is het gelukkig te achten, dat het voornemen bijtijds bekend en hierdoor verijdeld is geworden, gelukkig vooral voor Griekenland zelf. Toch heeft 't al kwaad bloed gezet en heeft het hierdoor aan Griekenland zeker weer geschaad.

Mededeelingen.

Van het Dagelijksch Bestuur der Vereeniging:

WERKKRACHTEN TEN BEHOEVE DER KOLONIËN.

Oost- en West-Indische werkgevers hier te lande worden uitgenoodigd om, wanneer in de vervulling van betrekkingen moet worden voorzien, hiervan mededeeling te doen aan het Informatiebureau der Vereeniging „Oost en West”, Heulstraat 17, Den Haag.

CONCEPT-NOTULEN

van de Jaarlijksche Algemeene Vergadering van de Vereeniging Oost en West, op Zaterdag 15 Juli 1922, des namiddags ten 2 ure, in het hotel Americain te Amsterdam.

Vertegenwoordigd zijn de meeste afdeelingen en eenige belangstellende dames- en heerenleden.

Opening. De Voorzitter heet de aanwezigen welkom, de leden van het Hoofdbestuur, de afgevaardigden der afdeelingen, de dames- en heeren-belangstellenden en houdt daarna een rede, welker verkorte inhoud hier volgt:

„Moest ik zooeven bij den aanvang der H.B.-vergadering mijn leedwezen te kennen geven over de geringe opkomst, welke niet in alle opzichten onverklaarbaar is gegeven het min gunstige tijdstip van vergaderen in het midden van den zomer, thans mag ik, in aanmerking genomen deze en andere omstandigheden, met voldoening de aanwezigheid van een betrekkelijk groot aantal belangstellenden constateeren. Bij vernieuwing heeft de Vereeniging „Oost en West” in het afgeloopen jaar bewezen, welk nuttig maatschappelijk werk zij in vele opzichten verricht; persoonlijk in nauwe relatie tot eenige instellingen, zou ik in dit verband willen noemen het Tehuis van Indische Studenten, het Tehuis van Indische Bedienden en het Informatie-Bureau, met volle erkenning evenwel van de heilzame strekking der overige instellingen en commissiën. Dat het goede, door de Vereeniging dagelijks tot stand gebracht, gewaardeerd wordt, kan dan ook blijken uit een toename van het ledental. Dat enkele groote handelslichamen zich genoopt zagen hunne jaarlijksche bijdrage geheel of ten deele te moeten intrekken, valt te betreuren, maar is een gevolg der algemeen heerschenden malaise in zaken; laten we hopen hier met een tijdelijke maatregel te doen te hebben. Gaarne betuig ik dan ook mijn hartelijken dank aan allen die op de een of andere wijze hunne krachten aan „Oost en West” hebben willen geven en indien het mij geoorloofd is in dit verband eenige namen te noemen, dan zou ik, behalve aan de Staf van het Koloniaal Weekblad, waarvan de Hoofdredactrice in ons midden verkeert, een woord van hulde willen brengen aan de vaste medewerkers van het blad, aan de heeren Nypels, van Marle, Muller, van Assen, Dr. Benjamins en Mr. de Gaay Fortman. Ook wensch ik hier met lof te gewagen van den door den dood van den heer Gooszen nieuw opgetreden hoofdvertegenwoordiger [illegible] Oost-Indië, den heer Mr. K. Fauser te Solo, die reeds [illegible] blijken heeft gegeven van met volle toewijding de belan[illegible] onzer Vereeniging daar te lande te behartigen, zoomede [illegible] de heeren Oudschans Dentz te Paramaribo en Meerdink [illegible] Curaçao, onze vertegenwoordigers in de West, wier bela[illegible] rijke diensten op onze waardeering aanspraak maken.

Aan de besprekingen, welke ons wachten, meende ik d[illegible] korte inleiding te moeten doen vooraf gaan en ik eindig m[illegible] den wensch uit te spreken dat onze beraadslagingen mo[illegible] staan in het teeken van opgewektheid, van ernst en bov[illegible] al van vertrouwen in de toekomst der Vereeniging „Oost [illegible] West.”

Na het uitspreken dezer woorden klonk uit de verga[illegible] ring een krachtig applaus op.

Overgaande tot de Agenda, wordt de voorlezing der notul[illegible] van de laatst gehoudene Algemeene Vergadering achterw[illegible] gelaten. Bij punt II verzoekt de Voorzitter den Secretaris [illegible] jaarverslag voor te lezen, zoomede het rapport der c[illegible] missie van verificatie der rekening en verantwoording [illegible] 1921. Ofschoon dit jaarverslag ook reeds in druk versch[illegible] is, zoo geschiedt die voorlezing om het geheugen der a[illegible] wezigen tegemoet te komen omtrent het door de Vere[illegible] ging in het verslagjaar verrichte en ook ter wille van [illegible] wien die publicatie mocht zijn ontgaan.

Na deze lezing vraagt de heer Baelde het woord. N[illegible] wegens den vorm, noch in 't algemeen over den inhoud [illegible] voor beide heeft spreker een woord van lof voor den S[illegible] taris — maar hierom, dat hij zoo gaarne in het verslag [illegible] aangetroffen een eenigszins uitvoerig overzicht over [illegible] staat waarin de afdeelingen verkeeren, welke toch gro[illegible] deels de Vereeniging uitmaken. Spr. mist noode die besc[illegible] wingen, ook de financieele, waardoor men niet weet ho[illegible] afdeelingen er voor staan; hij meende te weten dat die [illegible] onverdeeld gunstig is, hetgeen voornamelijk zal zijn to[illegible] schrijven aan de afdracht van 60 pCt. der contributie [illegible] het Hoofdbestuur. In de afdeeling Amsterdam, waarvan [illegible] jarenlang bestuurslid was, heeft men niet dan met g[illegible] moeite de functie van secretaris bekleed kunnen zien, [illegible] dat de gelden ontbraken voor een salarieering van [illegible] functionnaris, wat spr. noodig acht.

De Secretaris antwoordt, dat bij de samenstelling [illegible] het jaarverslag uit den aard der zaak beknoptheid [illegible] worden in 't oog gehouden, maar dat de jaarverslagen [illegible] afdeelingen, in extenso, in het K. W. worden afgedrukt. [illegible] de salarieering van den secretaris der afdeeling betreft, [illegible] hij van meening dat, zoo hiervan sprake zou kunnen [illegible] de penningmeester zeer zeker niet zou kunnen en m[illegible] worden voorbij gegaan.

De heer Van Lier heeft met bevreemding den [illegible] Baelde aangehoord; hij beschouwt diens uiting als [illegible] plotselinge opwelling. In het bestuur van Amsterdam is [illegible] salarieering van een secretaris nimmer ter sprake geko[illegible] althans niet zoolang hij in het bestuur zitting heeft. [illegible] heer Baelde betreurt dit, in zooverre dit punt wel d[illegible] lijk aan de orde is geweest ten tijde van zijn zitting h[illegible] in het bestuur.

De heer Somermeijer (Utrecht) is van meening, [illegible] door de afdracht **van 60 pCt. de afdeelingen te veel** wo[illegible] gebonden in het doen van uitgaven voor propagandist[illegible] doeleinden.

De Voorzitter moet tot zijn groot leedwezen er[illegible] nen, dat de toestand in verschillende afdeelingen te w[illegible] schen overlaat. Dit is in hoofdzaak toe te schrijven aan [illegible] beschamende omstandigheden, dat men in Nederland, [illegible] **danks de vele banden van persoonlijken** en zakelijken a[illegible] die ons aan Indië binden, zoo bitter weinig belangstell[illegible] voor Indië koestert, terwijl de thans op elk gebied h[illegible] schende malaise op het vereenigingsleven in het alge[illegible] zeer nadeeligen invloed uitoefent. Uit de woorden van [illegible] heer Baelde zou men kunnen opmaken dat, wanneer m[illegible] slechts bepaalde dat de afdeelingen in plaats van 60 pCt. [illegible] de contributie 40 pCt. daarvan aan het H.B. hadden af [illegible] dragen, de afdeelingen welvarend zouden zijn. Spr. moet [illegible] zeer stellig tegenspreken. Ook de heer Somermeijer hecht [illegible] aan dat verschil van 20 pCt. te veel gewicht. Voor de [illegible] Utrecht zou een wijziging van den bestaanden toestand [illegible] vermeerdering van inkomsten van ongeveer *f* 100 per j[illegible] tengevolge hebben, terwijl ook voor Amsterdam de ve[illegible] dering weinig zou beteekenen. Maar, bovendien wordt [illegible] geten dat ten vorige jare eenstemmig is besloten dat w[illegible] neer de afdeelingen voor het een of ander doel geld no[illegible] hadden, het H.B. bevoegd zou zijn hen uit de algemeene [illegible] bij te springen, voor zoover dat mogelijk was. Wanneer [illegible] het afgeloopen jaar een verzoek van die strekking ge[illegible] werd, heeft het H.B. daaraan steeds voldaan. Spr. acht [illegible] regeling rationeel. Wanneer een afdeeling nuttig werk [illegible] verrichten, dan is dat in het belang van de geheele V[illegible] eeniging en het is billijk dat zij, wanneer hare eigene [illegible] middelen niet toereikend zijn, daarvoor uit de algemeene [illegible] voor zoover dit mogelijk en raadzaam is, steun ontvan[illegible] Het zou z.i. zeer te betreuren zijn, wanneer men op dat [illegible] Utrecht genomen besluit terugkwam. Wat het bezwaar [illegible]

den heer Baelde betreft, dat de afdeeling Amsterdam niet in staat is haar secretaris eene toelage te geven, merkt spr. op, dat het zeker niet zou aangaan de daarvoor noodige gelden uit de algemeene kas te verstrekken; in elk geval zou 20 pCt. van het bedrag der contributie van Amsterdam daartoe stellig onvoldoende zijn. Hij kan zich niet voorstellen dat er in Amsterdam niemand te vinden zou zijn om het secretariaat belangloos te vervullen. Wil een afdeeling zich de weelde veroorloven van een bezoldigd secretaris, dan zal zij daarvoor zelf door uitbreiding van haar ledental de middelen moeten vinden. Wanneer aan alle afdeelingen toeslagen moesten worden gegeven uit de algemeene kas voor het secretariaat — want het spreekt van zelf dat men, wat men aan de eene afdeeling toestaat, aan de andere niet zou kunnen weigeren — dan zouden de inkomsten van „Oost en West" daarmee geheel uitgeput worden. Zoo ooit, dan kan daaraan stellig op dit oogenblik niet worden gedacht, omdat, gelijk straks bij de bespreking van het Koloniaal Weekblad zal blijken, de Vereeniging wellicht voor belangrijke uitgaven kan komen te staan, zoodat een zuinig beheer meer dan ooit dringend noodig is. Daar niemand verder over deze aangelegenheid het woord verlangt, wordt overgegaan tot de behandeling van punt 3.

De Voorzitter stelt voor om de heeren Hartevelt en van Haaften, onder dankbetuiging voor hunne bemoeiingen inzake de verificatie der geldelijke verantwoording over 1921, uit te noodigen die functie voor 1922 weder op zich te willen nemen. Dit voorstel wordt bij acclamatie aangenomen.

Bij punt 4 betreffende de voorziening in de vacatures van het H.B., stelt de Voorzitter voor om de in dat jaar aan de beurt van aftreden zijnde leden, t.w. de heeren van Peski (den Haag), Marcella (Rotterdam) en mejuffr. v. d. Schuijt (Utrecht), die bereids verklaarden voor eene herbenoeming in aanmerking te willen komen, opnieuw te benoemen, welk voorstel eveneens eenparig werd aangenomen.

Punt 5. Exploitatie Koloniaal Weekblad. De Voorzitter doet verslag van hetgeen in de afgeloopen maanden betreffende de exploitatie van het weekblad tusschen de Firma ten Hagen en het Hoofdbestuur is verhandeld. Daar deze mededeelingen geheel overeenkomen met hetgeen in de voorgaande H.B.-vergadering ter zake door den Voorzitter werd uiteengezet, wordt kortheidshalve naar de notulen dier vergadering, afgedrukt in het K. W., verwezen. Na een korte bespreking en nadat nog eenige vragen zijn beantwoord, vereenigt de vergadering zich met het voorstel van het H.B., de firma ten Hagen voor dit jaar *f* 1500 als restitutie in de kosten voor de redactie te doen afdragen in stede van de bij contract overeengekomen *f* 3000, terwijl het Dagelijksch Bestuur gemachtigd wordt verder naar bevind van zaken te handelen.

Door de H.H. Rolandus, Ketelaar, Fernandes, Brondgeest en van Lier worden ten opzichte van het K. W. nog eenige opmerkingen gemaakt. Beide laatstgenoemde sprekers vonden hierbij aanleiding tot de opmerking, dat de propaganda-commissie indertijd uitgebreide voorstellen heeft opgemaakt en dat nog nimmer is gebleken, dat die voorstellen een onderwerp van behandeling bij het Dagelijksch Bestuur hebben uitgemaakt.

De Voorzitter voert hiertegen aan, dat er zoo goed als geen vergadering van het Dagel. Bestuur plaats heeft, waarin het maken van propaganda niet wordt besproken. Verder herinnert hij er aan, dat kort na zijn optreden een vergadering heeft plaats gehad van de propaganda-commissie met het Dagel. bestuur en dat toen het onderwerp van alle kanten is besproken. Het resultaat van die bespreking was o.m. dat de wenschelijkheid werd geconstateerd den omslag van het K. W. meer „sprekend" te maken. De firma ten Hagen heeft om financieele redenen daaraan echter nog niet kunnen voldoen. De Voorzitter verklaart zich gaarne bereid het rapport der propaganda-commissie in het Dagel. Bestuur weer ter tafel te brengen, doch vreest, dat daarin niets zal worden aangetroffen, wat niet reeds herhaaldelijk is overwogen.

Bij punt 6 wordt bepaald, dat de volgende Algem. Vergadering in den Haag zal plaats hebben.

Punt 7 wordt ingeleid door mevr. Nijenhuis (den Haag) met eene bespreking over „Boeatan", in welks Raad van Beheer een strooming is om de Vennootschap te ontbinden om financieele redenen. Mocht men daartoe willen besluiten, dan zou dit volgens spr. in hooge mate te betreuren zijn, zoowel voor „Boeatan" zelf als voor „Oost en West." Mevrouw van Beresteijn, presidente van den Raad van Beheer van „Boeatan", geeft een schets van de totstandkoming en van de geschiedenis dezer instelling en vraagt den Voorzitter om, ten einde een ramp als de ontbinding te voorkomen, de beschikking over de aandeelen, welke in het bezit zijn der Vereeniging „Oost en West". Men zal, zegt spr., aldus het middel hebben om weer voort te werken en door de moeilijke tijden heen te komen. Spr. zegt, dat zij het verzoek tot het ontvangen der aandeelen schriftelijk reeds aan den Voorzitter van „O. en W." heeft gedaan. De uitvoerige uiteenzetting van zaken door mevrouw van Beresteijn, met de bedoeling om het H. B. te bewegen te doen wat mogelijk is om de liquidatie van „Boeatan" tegen te gaan, wordt aangevuld door mevrouw Ros-Vrijman (den Haag) en den heer Baelde, die, beiden met grooten nadruk wijzen op de beteekenis in verschillend opzicht, van deze instelling tot bevordering der Indische kunstvlijt en kunstnijverheid en op het betreurenswaardige, dat een arbeid van twintig jaren dreigt te worden vernietigd.

De Voorzitter, de verschillende sprekers beantwoordende, merkt in de eerste plaats op, dat hij inderdaad, terwijl hij met vacantie te Bennekom vertoefde, een schrijven van mevr. v. Beresteijn heeft gehad, handelende over „Boeatan" en met verzoek een bespreking van die instelling op de agenda te plaatsen. Hij zoude, al was de agenda reeds vastgesteld, aan het Dagel. Bestuur gaarne hebben voorgesteld aan dat verzoek te voldoen, indien hem de bedoeling van mevr. v. B. duidelijk ware geweest en hij de overtuiging had gehad, dat het verzoek van mevr. v. B. was uitgegaan van den Raad van Beheer van „Boeatan". Nadat hij den brief van mevr. v. B. had beantwoord, bleek hem uit een ander van haar ontvangen schrijven, dat hij het eerste schrijven niet had begrepen, zonder dat de tweede brief hem echter te dien aanzien veel verder bracht. Naar zijn bescheiden oordeel bestaat bij mevr. v. B. o.m. geen duidelijk inzicht omtrent de positie van „Boeatan" als Naamlooze Vennootschap. Hoe dit zij, het komt hem ook thans nog voor, dat de gevoerde correspondentie geen uitgangspunt kon opleveren voor een zakelijke bespreking op de Algem. Vergadering. In dat verband wenschte hij er de vergadering op te wijzen, dat de vraag of „Boeatan" als lichaam alsdan zal moeten worden ontbonden, in de eerste en laatste plaats ter beoordeeling staat van den Raad van Beheer en van de aandeelhouders en hij voor zich kan zich best voorstellen, dat er onder hen personen zijn, die de financieele positie van „Boeatan" in aanmerking nemende, van de voortzetting van de Naaml. Vennootschap weinig heil verwachten. Met enthousiaste beschouwingen over het moreele en artistieke nut door „Boeatan" gesticht, komt men te dien opzichte niet verder. Spr. stelt er echter prijs op nadrukkelijk te verklaren, dat het Dagel. Bestuur ten volle overtuigd is van den plicht der Vereeniging „Oost en West", om het doel, met de oprichting van „Boeatan" beoogd, zooveel mogelijk te bevorderen en dat het ten volle bereid is, waar mogelijk, zijn medewerking te verleenen bij het nemen van maatregelen, die door het Bestuur van „Boeatan" noodig of nuttig zullen worden bevonden.

Met het oog op het vergevorderde uur en, ten einde de vergaderden in de gelegenheid te stellen van de zeer gewaardeerde uitnoodiging van Prof. van Loghem tot bezichtiging van de afd. Tropische hygiëne van het Koloniaal Instituut gebruik te maken, sluit de Voorzitter de besprekingen over deze aangelegenheid.

Niets meer aan de orde zijnde, spreekt de Voorzitter het slotwoord en meent hij met voldoening te kunnen constateeren, dat deze samenkomst nuttig is geweest. Z.H.E.G. dankt de aanwezigen voor hunne opkomst en uit de beste wenschen voor den groei en bloei der Vereeniging „Oost en West."

Van het Informatie-Bureau:
(Heulstraat 17, Den Haag).

VOOR DEN INDISCHEN DIENST ZIJN BESTEMD:

Mr. P. H. C. Jongmans, Nic. Zasstraat 34, Rotterdam, als rechterlijk ambtenaar;

R. M. van der Ploeg, Oosterweg 12a, Groningen; J. W. Admiraal, Berg en Dalsche Dwarsweg 9, Nijmegen; R. O. van der Hout, Pieter Bothstraat 14, Den Haag; W. H. Wenniger, Thomsonlaan 137, Den Haag; J. Voorhamme, Bellamyplein 30, Amsterdam; C. A. Schoen, Schalkburgerplein 12, Den Haag; J. M. G. A. van Dongen, Cederstraat 17, Den Haag; J. Magermans, Moesstraat 3—3d, Groningen; H. Bontkens, Steynlaan 134, Den Haag; J. L. Plas, Zuid-Parallelweg 21, Velp (Gld.); H. Jebbink, Trompstraat 71, Amsterdam; A. C. Hoyer, Paul Krugerlaan 26, Den Haag; W. C. van Bilderbeek, Brouwerskade 45r, Haarlem; R. T. Buning, Koog-Zaandijk (Postkantoor); E. L. van Son, Riouwstraat 61, Den Haag; J. F. M. van der Linden, Vlijmen; T. H. Velthuysen, Singel 238, Dordrecht; G. van Wieren, Jan Hanssenstraat 95, Amsterdam; J. A. Th. Berg, Volmarijnstraat 23d, Rotterdam; Jhr. H. G. de Kock, Statenlaan 39, Den Haag; E. Werkman, Musselkanaal, allen als candidaat-gezaghebber bij het binnenlandsch bestuur;

F. B. R. van Rossum, Utrecht, Huijgensstraat 4bis; J. A. Quist, Nijmegen, Groesbeeksche Dwarsweg 267; J. M. Pieters, 's-Gravenhage, van Bylandtstraat 149; V. G. van Lissa, 's-Gravenhage, Gr. Hertoginnelaan 250; G. J. van Deursen, 's-Gravenhage, Zwammerdamstraat 86; P. Ferwerda, Haarlem, Schermerstraat 27; W. C. Versnel, Rotterdam, Parallelweg 75b; K. H. de Boer, Valkenburg (Z.-H.), Straatweg 101a; G. J. Wally, 's-Gravenhage, Galileistraat 195, allen als administratief ambtenaar B. B.

BESCHIKBAAR

BESCHIKBAAR.

UITZENDING VOOR DEN NEDERLANDSCH-INDISCHEN STAATSDIENST.

Voor de na te noemen betrekkingen bij 's lands dienst in Nederlandsch Oost-Indië, waarin moet worden voorzien door uitzending vanwege het Departement van Koloniën, bestaat thans gelegenheid tot mededinging:

Ambtenaar bij de rechterlijke macht (Doctorandi in het Nederlandsch recht of in de Nederlandsche rechtswetenschap, die geslaagd zijn in het examen bedoeld bij art. 141, 2de lid, der Hooger-onderwijswet).
Ambtenaar bij den bureaudienst (Doctorandi in het Nederlandsch recht of in de Nederlandsche rechtswetenschap).
Leeraren in de Nederlandsche taal.
Leeraren in de wis- en natuurkunde,
Leeraren in de geschiedenis,
Leeraren in de aardrijkskunde,
Leeraren in de plant- en dierkunde,
Leeraren in de Duitsche taal,
Leeraren in de Fransche taal, allen volledig bevoegd.
Onderwijzer(es) bij het openbaar lager onderwijs.
Onderwijzer met de hoofdakte en lagere akte wiskunde voor het meer uitgebreid lager onderwijs.
Onderwijzer bij het landbouwonderwijs.
Twee directrices bij de militaire hospitalen.
Verpleegster 1ste klasse bij het krankzinnigenwezen.
Verpleger 1ste klasse voor de militaire hospitalen.
Verpleegster 1ste klasse voor de operatiezaal.
Opzichter voor den waterstaat en de burgerlijke openbare werken (gediplomeerden).
Opzichter voor de landsgebouwen (gediplomeerden).
Bij den dienst der Staatsspoorwegen:
Opzichter werkplaats voor afd. locomotiefstelplaats en afd. rij- en voertuigbouw en afd. instrumentmakerij.
Bij den dienst der Staatsspoorwegen (in tijdelijken dienst): Technicus voor electro-zwakstroom.
Gouvernements-accountant in vasten dienst.
Contractswerkman-ketelscheepmaker en contractswerkman-smid voor het marine-etablissement te Soerabaja.

Zij, die voor uitzending tot een dezer betrekkingen in Nederlandsch Oost-Indië in aanmerking wenschen te komen, kunnen zich tot het verkrijgen van inlichtingen wenden tot de 9de Afdeeling, onderafdeeling B, van het Ministerie van Koloniën.

Mutaties van 26 Juli tot 2 Aug. 1922.

Nieuwe Leden.

W. Muurling, Regeeringsgemachtigde Volksraad, Scheveningen, Neptunusstraat 152, ƒ 5.
A. Glastra van Loon, Leeraar, Apeldoorn, Sumatralaan 3, ƒ 5.
A. Brommet, Groningen, Vischmarkt, Het Huis de Beurs, ƒ 5.
W. C. E. Henrichs, Dordtsche Petroleum-Mij., Wonokromo, ƒ 5.

Afschrijvingen.

P. H. van Hengst, Amersfoort, Prinses Julianaplein 4 (overleden).
C. N. J. Moltzer, Amsterdam, Koninginneweg 24 (overleden).
Mej. E. Ricardo, Amsterdam, Ruysdaelkade 37.
Mej. H. A. de Sanders, Amsterdam, O. J. Steenstraat 2c.
B. Clasie, Hotelhouder, Rotterdam, Westzeedijk 568.
R. Milders, Rotterdam, Eendrachtsweg 61.
A. Bregman Jr., Voorburg, Achterweg 129.
Mej. J. A. Nuiver, Leerares R.-kweekschool, Apeldoorn, Marialaan 18.

Adresveranderingen.

J. N. Eikema, Havenmeester, van: Utrecht, Achter den St. Pieter 5, naar: Weltevreden, Dep. v. Marine.
S. Kamminga, Arts, van: Hilversum, Ruiterweg 107, naar: Bandoeng, Nieuw-Merdika 9, p.a. Hoogedelgestr. Heer H. v. Vleuten.
Dr. H. Kraemer, van: Tiel, St. Walburg 136, naar: Djokdjakarta, Gondokoesoewan.
L. F. van Gent, Majoor Top. Dienst, van: Den Haag, Emmastraat 64, naar: Weltevreden, Hoofdbureau Topografische Dienst.
D. J. C. van Reenen, Kapitein Inf., van: Den Haag, van Hoornbeekstraat 31, naar: Bandoeng, D. v. O.
H. J. Lindgreen, Kapitein Inf., van: Leiden, Plantsoen 9a, naar: Bandoeng, D. v. O.
H. J. Schmidt, Ass.-Res., van: Leiden, Wasstraat 3, naar: Schloss-Hotel te Wilhelmshöhe bei Cassel (tijdelijk adres).
H. M. E. Brodhaag, Oud-Kapitein, van: Blaricum naar: Hotel „Zur Goldenen Krone" te Jugenheim am Bergstrasse (Duitschland).

K. W. F. van Langen, Kapitein Inf., van: Bennekom, Pension Hofrust, naar: Den Haag, Pieter Bothstraat 45, ƒ[illegible]
W. P. A. Derksen, O.-I. Onderwijzer, van: Den Haag, Ant. Duyckstraat 109, naar: Arnhem, Amsterdamsche weg 96, ƒ 5.
H. M. Lublink Weddik, Ass.-Res., Den Haag, van: Groot Hertoginnelaan 224 naar: Obrechtstraat 163.
P. M. L. de Bruyn Prince, Voorburg, van: Prins Albertlaan 7 naar: Laan van Middenburg 15.
J. J. Puister, van: Amsterdam, Adm. de Ruijterweg 85[illegible] naar: Zeist, Huize „Bosch en Duin", ƒ 2.50 (contributie nog niet betaald).
H. A. Haas, Nijmegen, van: Van Welderenstraat 86 naar Slichtenhorststraat 15.
J. van Aken, Gep. O.-I. Ambtenaar, Dordrecht, van: Oranjepark 4 naar: Krispijnsche Weg 103rood.
C. H. M. van der Ven, Directeur Centrale Crediet- Landbouwbank te Tilburg, van: Poststraat 1 naar: Willem II Straat 9.
H. G. Smagge, Referendaris Dep. v. Marine, van: Den Haag, Abeelstraat 4, naar: Scheveningen, Hotel „Paviljoen Victoria".
H. E. Muller, Oud.-Ass.-Res., van: Den Haag, Laan van Meerdervoort 336, naar: Eerbeek (Gelderland).
J. A. Quist, Adm. Ambt. B. B., van: Leiden, Hoogewoerd 88a, naar: Nijmegen, Groesbeeksche Dwarsweg 267, ƒ 2[illegible]

Opgave van Leden der Vereeniging „Oost en West" die zich beschikbaar stellen voor het geven van privaatlessen in Indische Talen, Staats- en Strafrecht.

A. H. J. G. WALBEEHM, Witte Rozenstraat 54, Leiden. — Javaansch. — Maleisch.

Mr. E. RIJKE, Witte Singel 46, Leiden. — Staatsinstellingen van Ned. O.- en W.-Indië. — N.-I. Strafrecht. — N.-I. Strafvordering. — Madoereesch. — Javaansch. — Maleisch.

J. J. F. SCHREUEL, Gepens. Assist.-Resid., Vogelkersstraat 1, Den Haag. — Maleische taal en letterkunde.

A. H. JANSEN, Hamerstraat 25, Bussum. — Maleisch (grammatica, correspondentie, spreken); geeft les te: Bussum, Naarden, Weesp, Amsterdam, Hilversum, Baarn, Laren, 's-Graveland.

H. J. VERMEER, Jan van Riebeekstraat 43, Den Haag. — Maleische omgangstaal voor de praktijk.

Leden, die in deze opgave opgenomen wenschen te worden, kunnen zich opgeven aan den Secretaris der Vereeniging, Heulstraat 17, 's-Gravenhage en Secretaris afdeeling Den Haag Laan van Meerdervoort 187.

Ingevuld toe te zenden aan den Secr.-Penningmeester, Heulstraat 17, Den Haag.

De Ondergeteekende wenscht Lid / Begunstiger te worden der Vereeniging „Oost en West", op een contributie van ƒ .... 's jaars (leden ƒ 5.- 's jaars minimum aan wie wekelijks het Weekblad gratis wordt toegezonden; Begunstigers ƒ 1.- minimum als uiting van sympathie met het streven).

Naam en Voorletters: ....

Beroep of Betrekking: ....

Adres: ....

.... , den .... 192[illegible]

Handteekening.

Vereeniging „OOST en WEST".

HOOFDBESTUUR: Heulstraat 17, 's-GRAVENHAGE.

STUDIE-COMMISSIE. Jongelieden. Ouders of Voogden van alle landaarden in Oost- en West-Indië, die **gratis hulp** wenschen voor het zoeken van kamers of kosthuizen, voor afhalen van boord, voor toezicht op de studie, voor beheer van gelden, enz. ten behoeve van hun kinderen of pupillen, kunnen zich — onder opgave van de noodige gegevens — wenden tot het Bureau der Gedelegeerden der Studie-Commissie. Adres: Prins Mauritsplein 23, Den Haag.

INFORMATIE-BUREAU ten behoeve van personen, die een werkkring zoeken in Nederl. Oost- of West-Indië of daartoe hunne kinderen of pupillen willen opleiden, ook voorlichting verstrekkende op elk gebied aan personen van Indië komende of aanraking met Indië zoekende. Men wende zich tot den Secretaris, Heulstraat 17, 's-Gravenhage, Telef. H. 4519, Bureau-uren 10—12 v.m. en 2.30—4 n.m. Schriftelijke verzoeken om inlichtingen zonder bijvoeging van porto voor de beantwoording worden als regel buiten beschouwing gelaten.

TEHUIS VOOR INDISCHE STUDENTEN, Prins Mauritsplein 23, Den Haag. Gelegenheid voor Studeerenden van alle landaarden uit Oost- en West-Indië tot logeeren, koffiedrinken en dineeren; logeeren f 1.50, noenmaal f 0.75 en diner f 1.—. Aanvragen te richten aan den heer J. C. Hietink, Directeur.

TEHUIS VOOR NEDERLANDSCH-INDISCHE BEDIENDEN, „Persinggahan", van Boetselaerlaan 2, 's-Gravenhage, waar Nederlandsch-Indiërs een tijdelijk onderkomen en hulp en raad kunnen vinden. Indische bedienden, die met een familie naar Indië willen terugkeeren, een dienst zoeken of van dienstbetrekking willen veranderen, wenden zich tot den Directeur, den Heer F. de Munnik, Telef. Scheveningen No. 248.

*** Bij het INFORMATIE-BUREAU van de Vereeniging „Oost en West", Heulstraat 17 en de Firma MARTINUS NIJHOFF, Lange Voorhout 9, Den Haag, zijn de navolgende werkjes verkrijgbaar:

a. 1. **Een boekje over onze Oost voor hen, die er niet geweest zijn.** (Tweede druk).
Prijs: **f 0.50** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
2. Onze Oost. II. **Iets over den Inlander en zijn Zieleleven,** door T. J. Bezemer.
Prijs: **f 0.05** per exemplaar en f 0.02 frankeerkosten.

b. Onze West Tweede druk bestaande uit:
1. **De Kolonie Suriname,** door Fred. Oudschans Dentz;
2. **De Kolonie Curaçao,** door Mr. B. de Gaay Fortman.
Prijs: **f 0.50** en f 0.06 frankeerkosten.

c. Staats- en particuliere betrekkingen in onze Overzeesche Bezittingen: Werkkring en Vooruitzichten.
I. **De Bestuursambtenaren in Nederl.-Indië.** (2de, geheel omgewerkte druk met 8 foto's.)
Prijs: **f 0.75** per exemplaar en f 0.06 frankeerkosten.
II. **De Geëmployeerde bij de Javasuiker-Industrie.** (2de verbeterde druk).
Prijs: **f 0.25** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
III. **De Rechterlijke Ambtenaar in Nederlandsch-Indië.** (2de verbeterde druk).
Prijs: **f 0.50** per exemplaar en f 0.02 frankeerkosten.
IV. **De Ingenieur in Nederlandsch-Indië.** (2de verbeterde druk).
Prijs: **f 0.75** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
V. **De Ambtenaar bij het Boschwezen in Nederlandsch-Indië.**
Prijs: **f 0.20** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
VII. **De Vooruitzichten van den Nederlandschen Arts in Nederlandsch-Indië.**
Prijs: **f 0.25** per exemplaar en f 0.06 frankeerkosten.
VIII. **De Ambtenaar bij den dienst der in- en uitvoerrechten en accijnzen in N.-Indië.**
Prijs: **f 0.20** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
IX. **De Ambtenaar bij de Gouvernements-Marine in Nederl.-Indië.** (2de verb. druk.)
Prijs: **f 0.20** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.
X. **De Ambtenaar bij den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst in Nederl.-Indië.**
Prijs: **f 0.25** per exemplaar en f 0.06 frankeerkosten.
XI. **De Geëmpl. bij de Rubber-(caoutch.) cultuur en bij eenige Bergcultures in N-Indië.**
Prijs: **f 0.40** per exemplaar en f 0.04 frankeerkosten.

d. **Emancipatie-Toespraak** door Th. A. C. Comvalius. Prijs: 1 ex. f 0.25, porto f 0.04.
e. **„Ontwaakt".** Ter nagedachtenis aan Corn. W. Blijd, door Th. A. C. Comvalius te Paramaribo.
Prijs: **f 1.50.**

N.B. *Beleefd verzoek bij bestelling het kostende vooraf per postwissel toe te zenden aan het INFORMATIE-BUREAU, Heulstraat 17, 's-Gravenhage.*

Bovenstaande werkjes zijn ook verkrijgbaar bij den Hoofdvertegenwoordiger der Vereeniging in Ned.-Indië, den Heer Mr. K. FAUSER, Solo, residentie Soerakarta, Java.

Afdeeling 'S-GRAVENHAGE.

Aan het Bureau **Laan van Meerdervoort 187,** zijn van **10—12** en van **2—4** uur (uitgezonderd Zaterdagsmiddags) inlichtingen te bekomen omtrent de volgende personen die werk zoeken voor:

…k- en Zanglessen.
…en- en Schilderlessen.
…en in Moderne Talen.
…sche-, Duitsche-, Engelsche- en Italiaansche Conversatielessen.
…ding admissie examen H.B.S. en Gymnasium.
…f-, Type- en Vertaalwerk.
Lessen in Machineschrijven en Stenografie.
Dame als Hoofd — of Hulp in de huishouding.
Kinderjuffrouw in Indië.
Indische Massage en Manicure, uitsluitend voor Dames en Kinderen.
Zweedsche gymnastiek, Heilgymnastiek, enz., uitsluitend voor Dames en Kinderen.

Deze inlichtingen zijn ook te verkrijgen op schriftelijke aanvraag.

Aan bovengenoemd adres zijn ook inlichtingen te bekomen omtrent Families, die zich belasten met de opvoeding van kinderen, omtrent Hotels, Pensions, Inrichting, Medische Hulp, Onderwijs, enz.